LE PRÉSIDENT TEBBOUNE ACHÈVE LE PROTOCOLE DE SOINS PRESCRIT

Page 3

BILAN/COVID-19

860 NOUVEAUX CAS ENREGISTRÉS EN 24H

Page 16

ISSN : 1112-7449

MIDI Libre

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

N° 4131 | Lundi 16 novembre 2020 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

CAN-2021 : ALGÉRIE-ZIMBABWE À 16H

LES VERTS À UN POINT DE LA QUALIFICATION

Page 14

MINISTERE DE LA DEFENSE

"LA FRONTIÈRE DE L'ALGÉRIE EST UNE LIGNE ROUGE"

Pages 3

VISAS SCHENGEN EN ALGÉRIE

DURCISSEMENT DES CONDITIONS D'OCTROI

Page 4

INDEMNITÉ DE FIN DE MANDAT

LE FORCING DES DÉPUTÉS

Page 5

Repères

2
arrêtés de wilaya pour freiner la propagation de l'épidémie à Jijel.

28
morts déplorés en une semaine dans des accidents de la route.

181
familles sinistrées relogées suite au seisme de Mila.

Nouvel espace d'exposition d'arts visuels à Alger

Un nouvel espace d'exposition, dédié aux arts visuels, a été inauguré dernièrement à Alger par une exposition de peinture de l'artiste Mehdi Djelil, plus connu sous le nom d'artiste "Bardi".
Situé à la rue Didouche-Mourad, au centre d'Alger, cet espace culturel, baptisé "Rhizome", doté d'une galerie de 70m² accueille pour son exposition inaugurale les œuvres de Bardi qui propose six tableaux et une installation. Intitulée "Stasis", l'exposition propose une réflexion rétrospective sur des évènements ayant marqué le quotidien de milliers d'Algériens, notamment les violences des années 90. Optant pour des couleurs sereines (pastel), l'artiste porte un regard critique sur de nombreuses questions de la vie quotidienne qu'il représente dans un style grotesque fascinant alliant beauté et laideur. A travers des corps démembrés et figures humaines déformées, Bardi use d'un trait épais pour accentuer l'effort notamment dans "Gouvernant-Gouverné", une toile qui porte une réflexion sur l'autorité et la dictature dans un contraste prononcé. Diplômé de l'école supérieure des Beaux-Arts d'Alger, Mehdi Djelil a exposé depuis 2009 en Algérie et à l'étranger.

Doter l'artisanat d'une valeur marchande

L'artisanat doit être doté d'une valeur marchande pour pouvoir se perpétuer et prétendre à l'universalité, ont estimé des intervenants à une conférence-débat organisée à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou à l'occasion d'un salon des savoir-faire. "*Le travail artisanal doit avoir une valeur marchande qui doit correspondre à sa valeur symbolique pour pouvoir se maintenir et se perpétuer comme symbole de notre identité*", a estimé l'archéologue Hamid Bilek.
Dressant un tableau de la réalité de l'artisanat dans le contexte mondial marqué par "*une mondialisation capitaliste et marchande qui ne laisse pas de place aux faibles*", l'archéologue a considéré que "*le produit et le travail artisanaux devraient s'adapter aux exigences de cette réalité et ne plus être perçus comme des produits exotiques*". Citant, à titre d'exemple, les produits de poterie industrielle tunisienne qui ont "*envahi le marché national, agrémentés de motifs artisanaux et vendus à des prix compétitifs*", il dira qu'il "*est difficile de distinguer entre ces produits et ceux de l'artisanat local*".

Une 1re école privée d'enseignement général dans le Grand Sud

Une école d'enseignement général, fruit d'un investissement privé et première du genre dans le Grand Sud, a été mise en service vendredi à Adrar. Ce projet, qui a généré 35 postes d'emplois, entre personnel pédagogique, administratif et autres professionnels, assure dans une première phase un enseignement dans les cycles préparatoire, primaire et moyen, en attendant l'intégration du cycle secondaire au début de la prochaine saison scolaire. L'école en question, couvrant une superficie de 1.000 m² et pour laquelle a été consenti un investissement de près de 80 millions DA, dispose de 20 classes, des laboratoires, ainsi que des salles d'informatique et de lecture et une autre pour les enseignants. En plus d'assurer la restauration et le transport aux élèves, elle comprend aussi une infirmerie, encadrée par des techniciens de la santé et une psychologue orthophoniste pour le suivi et l'accompagnement des élèves, surtout en cette conjoncture de pandémie du Covid-19. Lors de la cérémonie inaugurale, le wali d'Adrar, a salué l'initiative qui va dans le sens de la contribution à la formation des générations de demain.

Dixit

Ammar Belhimer

"J'ai rendu visite ce jour à monsieur Dahmane Bedroun, un pilier du quotidien El Moudjahid pour la publication duquel il a formé la première équipe technique à l'époque du plomb et de la typographie, en septembre 1962."

Il prend sa retraite à... 24 ans

Michael Rosehart profite de sa retraite depuis maintenant trois ans.
L'ancien étudiant en business a déclaré : "*J'ai vite compris le secret pour arrêter de travailler : économiser assez d'argent pour investir et générer suffisamment de revenus pour vivre le reste de votre vie !*"
Alors qu'à 19 ans, la plupart des jeunes débutent leurs études, lui achetait déjà sa première maison.
Sa technique est simple : gagner de l'argent grâce à des petits boulots, louer les chambres d'étudiant les moins chères possibles et surtout ne faire aucune dépense.
Michael explique aussi que le plus important pour faire des économies, c'est d'éviter de payer un loyer.

Sans permis et en excès de vitesse, il était... ivre et drogué

Un conducteur a été d'abord flashé à 161 km/h sur une route reliant Saint-Malo à Rennes, une route limitée à 110 km/h. Il est immédiatement arrêté par une patrouille.
L'automobiliste est contrôlé positif à 0,8 gramme au test d'alcoolémie, et également positif au test de cannabis.
Mais ce n'est pas tout, puisque son permis de conduire est déjà annulé et qu'il n'est pas non plus assuré pour son véhicule.

MINISTERE DE LA DEFENSE

"La frontière de l'Algérie est une ligne rouge"

"Les frontières nationales de l'Algérie, en particulier l'Ouest, le Sud-ouest et le Sud-est, sont une ligne rouge", a déclaré le général Said Changriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire.

"*Maintenir la vigilance à son plus haut niveau est un devoir sacré pour protéger l'Algérie*", a déclaré le chef d'état-major, dans des propos diffusés hier à la Télévision publique, dans le cadre d'une présentation du ministère de la Défense nationale.

L'utilisation par l'armée de missiles balistiques Iskander AI, de fabrication russe lors de manœuvres, ainsi que d'armes lourdes terrestres et aériennes, a été signalée pour la première fois dans le rapport intitulé "*seulement la terre d'Algérie*". L'émission a coïncidé avec l'évolution soudaine de la sécurité dans la région, après que le Maroc ait lancé vendredi un assaut militaire dans la zone tampon de Karakrat, contre des civils sahraouis, qui manifestaient pacifiquement contre la violation par le Maroc de l'accord de cessez-le-feu signé en 1991.

Le reportage a montré l'équipe Changarriha, alors qu'il présentait les axes les plus importants de la feuille de route, qu'il cherchait à incarner sur le terrain, qu'il résumait dans "*continuer à préparer et à développer les unités de la force de combat de l'Armée nationale populaire, afin d'atteindre le niveau d'excellence et de professionnalisme*".

Le chef d'état-major de l'Armée a souligné, "*les efforts pour lutter contre le terrorisme et réprimer toutes les formes de contrebande et de criminalité organisée*".

L'équipe a souligné la nécessité de se tenir au courant des changements géopolitiques, "*en maintenant la vigilance à son plus haut degré et en adaptant en permanence les formations opérationnelles déployées le long des frontières, en particulier l'Ouest, le Sud-ouest et le Sud-est*".

Le haut responsable militaire a insisté sur "*la loyauté absolue et la loyauté envers l'armée et la patrie.*"

"*Nos défenses sont un rocher où toutes les ambitions sont brisées*", a rapporté le ministère de la Défense nationale, par le biais du reportage.

"*Notre sécurité nationale ne se limite pas à nos frontières géographiques, mais est liée à nos frontières de sécurité, qui prennent en compte la gestion de diverses menaces*", a souligné le ministère de la Défense, soulignant que les forces de l'Armée nationale populaire "*élimineront les diverses menaces de leur source où elles se trouvaient*".

"*Les programmes de préparation au combat prennent en compte les situations et les changements, géopolitiques et régionaux, ainsi que le développement des systèmes d'armement et la gestion des opérations militaires*", a-t-on déclaré.

EL GUERGUERAT

Le Conseil de la jeunesse espagnole condamne la violation marocaine de l'accord de cessez-le-feu

Le Conseil de la jeunesse espagnole (C-je), a condamné les violations récurrentes par le Maroc de l'accord de cessez-le-feu, ayant mené aux affrontements armés dans la région, entre les forces d'occupation marocaines et l'Armée de libération sahraouie, appelant à l'arrêt de la mobilisation des troupes de l'Armée marocaine près de la brèche illégale d'El Guerguerat.

Dans son communiqué, le C-je a affirmé son appui aux acteurs de la société civile sahraouie, et aux manifestations pacifiques qu'ils ont organisées près de la brèche illégale d'El Guerguerat, pour exprimer leurs aspirations et revendiquer leurs droits fondamentaux, garantis par le Droit international. Le Conseil de la jeunesse espagnole a également appelé le gouvernement espagnol, l'Espagne étant la force administrante du Sahara occidental et les Nations-unies, à prendre toutes les mesures nécessaires pour appliquer le Droit international, et garantir la protection des droits de l'Homme au Sahara occidental. L'agression marocaine abjecte contre des civils désarmés, dans la zone démilitarisée d'El Guerguerat, avait suscité une large vague d'indignation et de condamnation internationale.

Pour sa part, la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, (FMJD), a dénoncé la poursuite de l'occupation de territoires sahraouis par le Maroc, et la privation du peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination, en violation flagrante du Droit international, appelant toutes les organisations similaires à sensibiliser leurs peuples sur la réalité de cette occupation et à renforcer la solidarité et le soutien de la question sahraouie.

La Fédération avait dénoncé, samedi, dans un communiqué, "*la poursuite de l'occupation marocaine du Sahara occidental et la privation du peuple sahraoui de son droit à l'Autodétermination, en violation flagrante des résolutions de l'Onu et des principes y afférents du Droit international, en réaction à l'agression militaire marocaine menée, vendredi, contre des manifestants sahraouis pacifiques, dans la région d'El Guerguerat au Sud-ouest du Sahara occi-*

PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Communiqué sur l'état de santé de Mr. Tebboune

La présidence de la République a donné, ce dimanche 15 novembre 2020, des nouvelles sur l'état de santé de Abdelmadjid Tebboune. Le chef de l'Etat a terminé son *"protocole de traitement"*, lit-on dans un communiqué. Tebboune reçoit actuellement "*les traitements post-protocolaires*", poursuit la même source. La Présidence, qui donne ces nouvelles *"sur instruction du Président d'informer l'opinion publique sur son état de santé*", ne rajoute aucun autre détail. La même source ne précise pas si Abdelmadjid Tebboune est toujours en Allemagne. Plusieurs médias, reprenant le quotidien *Le Soir d'Algérie*, avaient annoncé son retour à Alger. Il a été évacué vers ce pays le 28 octobre dernier, pour des "*examens médicaux approfondis sur recommandation du staff médical"*, expliquait la Présidence, qui a confirmé par la suite sa contamination par la Covid-19. La veille, soit le 27 octobre, le Premier ministère avait annoncé que le chef de l'état, Abdelmadjid Tebboune, a été admis à l'hôpital militaire d'Ain Naâdja et qu'il était "*dans un état stable"*.

"*Sur recommandation de ses médecins, le président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, est rentré dans une unité de soins spécialisés de l'hôpital central de l'Armée à Ain Naadja à Alger. Son état de santé est stable et n'inspire aucune inquiétude"*, ont affirmé les services du Premier ministère.

CHENINE

Les opérations militaires marocaines à El Guerguerat préparent un accord de cessez-le-feu

Le Bureau du l'Assemblée a tenu une réunion, dimanche, présidée par Slimane Chenine, président de l'Assemblée. Le président a commencé la réunion du Bureau, en abordant les opérations militaires du Roi marocain dans la région de el Guerguerat, au Sahara occidental, considérant qu'il s'agissait d'une violation manifeste de l'accord de cessez-le-feu la liant au Front Polisario.

Le président du Conseil a ajouté que, face à ces graves événements survenus au Sahara occidental, une des questions de la décolonisation et de la dernière colonie d Afrique, il était urgent et nécessaire que l organisation des Nations-unies assume ses responsabilités, juridiques et morales, de protéger le peuple sahraoui, de protéger ses ressources économiques et de progresser sur la voie de la solution, par la reprise effective des pourparlers politiques entre les parties, afin de donner effet au droit du peuple sahraoui à l'Autodétermination, et de déterminer son avenir sur ses terres, comme le reconnaissent tous les règlements et résolutions pertinents de l' Onu et de l'Union africaine. Par la suite, le Bureau du Conseil a examiné les 19 amendements proposés, au projet de loi sur la prévention et le contrôle des enlèvements de personnes. À la fin de l'étude, le Bureau a transmis au Comité juridique, administratif et des libertés, 13 amendements répondant aux exigences légales, pour examen avec les représentants des auteurs.

CORONAVIRUS

Des soins hors de portée des Algériens

En Algérie, l'épidémie du coronavirus pèse sensiblement sur les bourses des Algériens. Prévenir ou guérir de la Covid-19 peut facilement atteindre le salaire national minimum garanti, actuellement à 20.000 DA.

Si les masques et le gel désinfectant sont à la portée du citoyen lambda, le test de dépistage puis le traitement pour se soigner de la Covid-19 est, lui, très coûteux. Face à la saturation des hôpitaux, les patients atteints sont dans l'obligation de se soigner à domicile. Des soins qui ne sont pas à la portée de tout le monde. Depuis l'apparition du coronavirus en Algérie, le port du masque est obligatoire, notamment dans les espaces fermés. Les Algériens ne peuvent pas, en théorie, accéder aux magasins, aux administrations ou autres structures, sans porter de masque. Il faut déjà compter entre 50 et 250 Da pour se procurer cette protection dans une pharmacie ou le bureau-tabac du coin. En théorie, les masques chirurgicaux, vendus à 50 Da, ont une durée de quelques heures, à l'issue desquelles les usagers doivent s'en débarrasser. Il faut ainsi compter au moins 2 masques par jour, pour un total de 100 Da. Sinon, les citoyens pourront opter, selon la disponibilité, pour des marques de type FFP2, dont la durée d'usage est, en théorie encore une fois, 8 heures. Dans des pharmacies à Alger-Centre, c'est à 200 Da. Autre possibilité, sans doute la plus prisée compte tenu de la durée de l'épidémie, est de se procurer un masque lavable, à base de tissu, pour 250 Da. Si la durée du port de ces masques est également réduite à quelques heures, les usagers pourront s'en procurer deux ou trois à 500 ou 750 Da, et alterner les masques durant la journée avant de les laver, à une température élevée, pour les réutiliser le lendemain. La durée de vie de ces masques dépend néanmoins de la qualité du tissu. Pour les enfants, les masques sont légèrement moins coûteux (200 DA pour le masque en tissu). Mais la facture peut vite devenir salée chez une famille nombreuse. Il est également recommandé d'utiliser du gel désinfectant, ou toute solution hydroacloolique, afin de se désinfecter les mains après avoir touché un quelconque objet.

Chez les pharmacies, selon les marques et la quantité, les prix des gels varient ainsi entre 150 Da pour les petites bouteilles et 800 Da pour les récipients d'un litre. Le port du masque et l'usage de solutions hydroalcooliques ne sont pas les seules mesures à tenir en compte, pour prévenir une infection par le coronavirus. Les Algériens sont aussi priés de respecter des règles de distanciation physique, entre autres. La règle est d'ailleurs appliquée dans les transports en commun, bus, taxis et tramways. Une mesure qui n'a pas manqué de perturber le transport de passagers, notamment à Alger, où le tramway n'a pas immédiatement repris, où le train et le métro sont toujours indisponibles. Les travailleurs doivent ainsi compter des frais supplémentaires pour leurs déplacements, en sollicitant des taxis ou des chauffeurs de VTC (voitures de transport avec chauffeurs). Si une personne décèle des symptômes de contamination et souhaite confirmer ses soupçons, il faut prévoir des dépenses encore plus élevées. En raison de la saturation des structures hospitalières, les citoyens se retrouvent ainsi obligés de se faire dépister chez des laboratoires privés. Dans la capitale, les tests P.C.R varient entre 11.000 et 18.000 Da, selon plusieurs laboratoires. A cela il faut ajouter des tests de sérologie, qui varient entre 1.600 et 3.000 ou 3.500 Da. Le dépistage par scanner est tout aussi coûteux, variant entre 7.500 et 11.000 Da.

Il faut ainsi prévoir entre 12.600 et 21.500 Da, pour se faire dépister et confirmer sa contamination.

Les dépenses ne s'arrêtent pas ici pour un cas déclaré positif au coronavirus. Le traitement peut également s'avérer coûteux. Les officines sont ainsi habituées à fournir du Zithromax, antibiotique à 549 Da, du Lovenox, un anticoagulant à 1349 Da, de la Vitamine C à 310 Da, du Zinc Pro à 750 Da et du Doliprane à 60 Da. Des médicaments, dont une partie remboursable par les Caisses sociales, que le patient est conseillé d'accompagner avec des tisanes, à base de miel et de citron. Un bocal de 250 g de miel peut ainsi atteindre 2.500 Da, tandis que le petit sac de thym est à 100 Da. La citronnelle est à 60 Da.

Les patients qui suivent un traitement à domicile et qui souhaitent se doter d'un oxymètre pour mesurer la quantité d'oxygène dans le sang, le prix varie entre 3.800 et 8.000 Da. Pour ceux qui détectent une saturation, ils devront rajouter au moins 32.000 Da pour la bonbonne à oxygène (5L), voire 72.000 Da, pour une bonbonne de 25 litres.

AFFAIRE EL KHALIFA BANK

Abdelmoumène Khalifa condamné à 18 ans de prison et un million de Dinars d'amende

Le propriétaire du complexe califal effondré, Abdelmoumène Khalifa a été condamné à 18 ans de prison et à une amende de 1 million de Dinars algériens. Lors de la condamnation dans l'affaire du siècle, l'accusé Foudad a également été reconnu coupable et a écopé de 3 ans d'emprisonnement effectif et 20 mille Dinars algériens d'amende, en plus de l'accusé Esseridi Mourad qui a été reconnu coupable et a écopé de 5 ans d'emprisonnement ferme. L'accusé a également été reconnu coupable d'un an d'emprisonnement avec sursis, et de 5 mille Dinars d'amendes, tandis que l'accusé AIT belkassim Mahrez a bénéficié de l'acquittement. Les peines prononcées contre les autres accusés étaient les suivantes : Innocence de l'accusé Sadrati Messaoud. Condamnation de l'accusé Meziani Abdelali à un an d'emprisonnement avec sursis et 5 mille Dinars algériens d'amende.

ARABIE SAOUDITE

Nouvelles contradictoires sur l'état de santé du médecin algérien

Les nouvelles de ce dimanche ont été contradictoires, sur l'état de santé du médecin algérien Marwan Borqa, qui a été tué d'une balle dans la tête à Al-Jouf, en Arabie Saoudite. Le médecin algérien a été tué d'une balle dans la tête, par un ressortissant saoudien, sur le parking de l'hôpital spécialisé King Abdulaziz à Skaka, dans la région D'Al-Jouf en Arabie Saoudite. "*Le médecin a été abattu mercredi matin, après avoir quitté son travail à l'hôpital spécialisé Roi Abdulaziz, où une personne s'est approchée de lui sur le parking et lui a tiré dessus"*, a déclaré un communiqué du ministère saoudien de la Santé. La déclaration a confirmé, que le médecin a été immédiatement pris dans une ambulance et admis au service des opérations, où il est dans un état critique dans le service des soins centraux. Les agences de sécurité saoudiennes ont annoncé l'arrestation du délinquant, déclarant qu'au cours de sa cinquième décennie, l'arme utilisée dans le crime avait été saisie et renvoyée au Ministère public.

VISAS SCHENGEN EN ALGÉRIE

Durcissement des conditions d'octroi

PAR F. ABDELGHANI

Les conditions d'octroi des visas Schengen seront plus durcies. L'Union européenne a fait savoir, que la pandémie virale et le terrorisme obligent les Etats européens, à revoir leur stratégie de circulation des personnes dans leurs territoires. L'impact d'une telle décision sera ressentie en Algérie, où les demandeurs de visas seront désormais contraints de se plier aux nouvelles règles. Si en raison de la pandémie virale qui affecte tous les pays a été un facteur déclenchant dans la suspension momentanée des visas. Il est à noter que de nouvelles dispositions vont régir leur octroi. Les demandeurs, selon VSF, (Visas services facility), doivent déposer un résultat de test PCR contre la Covid-19, en même temps que leur dossier de visa. "*Le test de PCR, spécial Covid-19, doit être déposé en indiquant une mention négative dans le rapport, pour tout demandeur de visa"*, a indiqué récemment ce service. De plus une assurance contre les maladies suspectes de contamination n'est pas à exclure d'ici 2022, selon les différents rapports de santé de l'union européenne, au cas où la pandémie résisterait à tout traitement. L'idée est que le futur voyageur dans l'espace Schengen doit s'assurer qu'il n'a pas contracté un virus auparavant. La fermeture des frontières en Algérie a obligé les Etats membres de l'U.E, à revoir les conditions de circulation des ressortissants étrangers à l'intérieur des territoires européens. Les Algériens à l'instar des autres citoyens étrangers doivent présenter leurs passeports munis de leurs cartes d'assurance de voyage s'ils décident de se déplacer d'un pays à un autre dans l'espace Schengen.

La commissaire aux affaires intérieures de l'Union européenne, Ylva Johansson, a souligné dans un point de presse avant-hier que *"les Etats membres exigent une surveillance accrue au niveau des frontières"*, appelant "*les services de sécurité à tous les niveaux à bien vérifier les identités des passants"*.

Pour se prémunir du terrorisme, les Etats de l'U.E ont décidé de faire évoluer le système de surveillance Frontex, qui va procéder à un contrôle systématique de toutes les données du passager quelque soit son itinéraire.

F. A.

UNE STATUE À L'EFFIGIE DU ROI BERBÈRE CHACHNAK

Inauguration pour la célébration du Nouvel an amazigh

PAR IDIR AMMOUR

Les travaux d'aménagement de la plateforme devant recevoir la statue du pharaon d'Egypte d'origine berbère, Chachnak (Sheshonk premier), ont été lancés jeudi à Tizi-Ouzou, en présence des membres de l'APW, du service technique de la commune de Tizi-Ouzou, de la Direction des équipements publics et du Bureau d'étude chargé du suivi des travaux et du concepteur de la statue. Cette initiative s'inscrit dans le sillage des actions entreprises pour la réhabilitation, de manière concrète, de tout ce qui est inhérent à la dimension amazighe de l'identité algérienne, qu'elle soit d'ordre linguistique, historique, symbolique ou autre. Ainsi, fidèle à sa démarche de fidélité à l'Amazighité, l'APW de Tizi Ouzou, après avoir entrepris et concrétisé de nombreuses actions dans le domaine amazigh, vient de prendre encore une nouvelle et louable initiative saluée par tous. Selon l'APW, le choix porté sur Chachnak n'est pas fortuit, "*puisque c'est à partir de son règne, et exactement depuis qu'il a battu Ramses 2, le roi d'Égypte, que les Berbères ont commencé à compter et à établir le calendrier agraire*". D'une hauteur de 4,40 m, cet ouvrage monumental, pour lequel l'APW a débloqué une enveloppe de 500 millions de centimes, se veut un flash-back dans l'histoire ancienne algérienne. C'est pourquoi, toutes les dispositions on été prises dans le cadre de la mise en place d'une telle statue, pour ressusciter celui qui a pris le pouvoir à la mort de son beau-père Psousennès II, et fonda la 22e dynastie égyptienne en 950 avant J-C, une date choisie comme le point de départ du calendrier agraire amazigh. On ne peut parler de Yennayer sans évoquer la fameuse victoire remportée par ce roi amazigh sur le roi pharaon Ramsis II. Pour ce, l'inauguration est prévue le 12 janvier prochain, coïncidant avec la célébration du nouvel an amazigh, date également choisie pour annoncer les lauréats du concours sur la promotion de tamazight qui récompensera quatre communes qui œuvrent à la généralisation de Tamazight (langue culture et identité), a-t-on appris.

INDEMNITÉ DE FIN DE MANDAT

Le forcing des députés

Depuis quelques temps déjà, la principale préoccupation des deputés de l'Assemblée populaire nationale (APN) tourne autour de l'indemnité de fin de mandat.

PAR KAMAL HAMED

Il était d'usage, en effet, que la chambre basse du Parlement accorde à chaque député en fin de mandat, une indemnité équivalente à une année de salaire. Autant dire, qu'il s'agit ainsi d'une somme rondelette, puisque cela tourne autour de plus de 300 millions de centimes. Selon des sources parlementaires, les deputés font, depuis quelques semaines déjà, un terrible forcing pour pouvoir bénéficier de cette indemnité et avoir ainsi, à l'instar de leurs prédécesseurs, accès au même privilège. Instaurée depuis pratiquement l'installation de l'Assemblée pluraliste, soit en 1997, cette tradition s'est perpetuée depuis cette date dans une certaine relative discrétion, puisque c'est loin de toute médiatisation que les députés s'accordaient cette faveur qui venait s'ajouter à d'autres avantages. Il faut dire que cette affaire est au devant de l'actualité parlementaire, malgré le fait que, normalement, le mandat de cette Assemblée ne se termine qu'en 2022, puisque les dernières élections législatives ont eu lieu au printemps 2017. Normalement donc, l'actuelle législature ne s'achèvera qu'au printemps 2022. Or, les circonstances politiques et le contexte qui les accompagne, sont en train de decider auatrement. Il est admis qu'avec la révolution populaire, un autre agenda politique a été entamé depuis les Elections présidentielles du 12 décembre 2019. Un agenda politique qui ne s'accomoderait pas avec le maintien de l'actuelle Assemblée populaire nationale. Et d'ailleurs, le president de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'a clairement affirmé à maintes reprises. Il a en effet fait part de sa volonté de dissoudre l'APN et les Assemblées élues, pour pouvoir organiser des élections législatives et locales anticipées. Avec le Hirak, cette Assemblée, déjà fortement discréditée, a franchi plusieurs paliers dans le discrédit. Tous les acteurs politiques, ou presque, considèrent que cette Assemblée ne jouit désormais d'aucune légitimité. En atteste les circonstances même de son "élection". Il est un secret de polichinelle, que de dire que les élections législatives de 2017 se sont déroulés dans un contexte politique particulier, qui a favorisé la corruption et l'achat des sièges. Cela a été tout particulièrement le cas au sein des formations politiques affiliés a la collation du pouvoir, plus connu sous l'appellation de l'Allaince presidentielle. En d'autres termes, cette pratique a grande échelles de la corruption a surtout caractérisé les partis, comme le FLN et le RND, les deux partis qui dominent la composante de l'actuelle APN.

Un des ténors du vieux parti, le sulfureux deputé d'annaba, Baha Edine Tliba, a fait une révélation selon laquelle les fils de l'ancien secrétaire général du parti du FLN, lui aurait exigé 7 milliards de centimes, pour qu'il soit placé en tête de liste. En vérité, Tliba a dit tout haut, ce que tous les Algériens savaient déjà : il faut payer pour avoir un siège à l'Assemblée.

D'où le discrédit qui s'est abattu sur cette Assemblée. C'est pourquoi entendre les députés faire des pieds et des mains pour pouvoir bénéficier d'une indemnité de fin de mandat constitue en soi, un véritable scandale. Ce forcing confirme une fois encore, que les députés n'ont aucune conscience politqiue, et qu'ils sont exclusivement mus par des considérations étriqués. En somme, seul compte leur propre intérêt.

RECOMMANDATIONS DU PROJET DE RAPPORT BUDGÉTAIRE 2021

Licence pour l'importation des voitures d'occasion et subvention mensuelle pour les personnes touchées par la Covid-19

Les recommandations du projet de rapport sur les budgets de gestion et de traitement 2021 comprenaient l'application immédiate de mesures juridiques liées à l'importation de voitures de moins de 3 ans sans gel, la publication du livre des conditions de l'industrie automobile et le lancement de son application, l'attribution d'une subvention mensuelle aux familles moyennes et nécessiteuses touchées par

Selon le texte du projet de rapport sur les budgets de fonctionnement et de traitement pour 2021, établi par le Comité des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale, dont on a reçu copie, les recommandations portaient notamment sur l accélération de la publication et l application immédiate du cahier des conditions de l industrie automobile afin d établir les bases d une véritable industrie mécanique, en tenant compte de la nécessité de transférer la technologie industrielle sur le terrain, de répondre à la demande intérieure, de créer des entreprises absorbantes de main-d œuvre et d assurer l application de mesures juridiques relatives à l importation de voitures de tourisme neuves et de voitures d occasion de moins de 3 ans.

Les recommandations émises samedi soir, comprenaient également d'autres actions dans le secteur industriel, telles que la mise en place d'un mécanisme de haut niveau pour contrôler la mise en œuvre des projets dans le domaine industriel et les évaluer en termes de faisabilité économique, encourager la compétitivité et encourager davantage investment.in dans le secteur minier, ils ont notamment accéléré l'exploitation des mines, grâce à l'élaboration d'une carte d'inventaire national de la richesse sous-jacente. dans le domaine de l'agriculture, coordination avec le commerce pour assurer la fourniture des matériaux nécessaires au marché, à la lumière des effets négatifs persistants de la Covid-19. Dans le domaine du logement, le financement des projets a été confié à des banques spécialisées, telles que le Fonds national d'épargne et de réserve.

Les recommandations prévoient également, l'activation de la carte nationale du logement afin de rendre le logement social exclusif à ses bénéficiaires, de revoir les mécanismes d'accès à ces logements housing.in dans le domaine du commerce, renforcer les contrôles pour prévenir l'épidémie corona et contrôler strictement les produits importés, renforcer la coopération économique avec les pays à l'étranger, avec l'aide des ambassades et des consulats, lutter contre les marchés parallèles et aveugles, et dans le domaine du courrier, réduire la crise de liquidité, adopter la numérisation, étendre le paiement électronique, améliorer le service internet et étendre le contrôle sur les opérateurs de téléphonie mobile.

Dans le domaine des transports, il a invité la Commission des finances à ouvrir le domaine de l'investissement dans l'aviation et le tourisme, le renforcement des mécanismes de lutte contre les hôtels et restaurants, le développement des investissements touristiques, la modernisation et la numérisation du tourisme dans le domaine de la santé, ouvrir des hôpitaux de campagne spécialisés, pour faire face à ces hôpitaux réguliers, une stabilité accrue, et stimuler les médecins disponibles à l'étranger pour retourner dans leur pays d'origine, l'enregistrement du matériel pharmaceutique d'importation, dans le domaine du travail, pour élaborer un protocole pour protéger les employés et les travailleurs de la corona, la création de mécanismes pour financer la caisse de pension et trouver les mesures nécessaires pour examiner les contrats avant l'opération.

Dans le secteur de l'intérieur, les recommandations consistaient à établir une subvention mensuelle pour les familles touchées par le corona, y compris les familles nécessiteuses et les familles de la classe moyenne, dans le secteur financier, à protéger les artisans, les commerçants et les institutions dont les activités étaient affectées par le coronavirus, à évaluer les pertes causées par la Covid-19.

COUR D'ALGER

Report du procès Ould Abbès et Barkat au 29 novembre en cours

La Cour d'Alger a reporté, dimanche, le procès en appel de l'affaire des deux anciens ministres de la Solidarité, Djamel Ould Abbes et Said Barkat, au 29 novembre en cours, rapporte ce dimanche 15 novembre 2020, l'agence officielle. La décision du report du procès des deux ministres poursuivis pour détournement, dilapidation de deniers publics, conclusion de marchés en violation de la législation et abus de fonction intervient à la demande de la défense des accusés. Pour rappel, le Tribunal de Sidi M'hamed avait condamné Djamel Ould Abbès et Said Barkat, à des peines respectives de 8 ans et 4 ans de prison ferme, avec une amende d'un million de DA chacun. Egalement impliqués dans cette affaire, l'ancien Secrétaire général du ministère de la Solidarité nationale, Bouchenak Khelladi, condamné à une peine de 3 ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un million de DA et l'ancien chef du protocole, Djellouli Said condamné à 2 ans de prison ferme dont une année avec sursis et une amende d'un million de DA, et l'autre ancien Secrétaire général du même ministère, Ismail Benhabiles condamné à une année de prison ferme et une amende de 500.000 DA. Le fils de Djamel Ould Abbès, El Ouafi (en fuite à l'étranger), a été condamné à 10 ans de prison ferme, assortis d'une amende d'un million de DA avec émission d'un mandat d'arrêt international à son encontre.

GROUPE ENNAHAR

Anis Rahmani condamné à cinq ans de prison ferme

Une peine d'emprisonnement de cinq (5) ans ferme, assortie d'une amende financière de l'ordre de 100.000 DA a été prononcée dimanche par le tribunal de Bir Mourad Rais (Alger) à l'encontre du directeur général du groupe de médias Ennahar, Mohamed Mokaddem, dit Anis Rahmani. Anis Rahmani est poursuivi pour les chefs d'accusation d'enregistrement et de diffusion d'une communication téléphonique qu'il a eue avec un officier supérieur de l'Armée.

Dimanche dernier, le procureur de la République près le Tribunal de Bir Mourad Raïs avait requis une peine de 10 de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 DA.

INSTITUT NATIONAL
DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Organisation du Prix de la meilleure marque et le concours de la meilleure invention

L'Institut national algérien de la propriété industrielle organise la première édition du prix de la meilleure marque et un concours national de la meilleure invention.Selon une déclaration du ministère dimanche, via la page Facebook officielle, la célébration intervient à l'occasion de la vingt-sixième Journée nationale de l'innovation.

Ces concours sont l'occasion pour les Institutions nationales, de promouvoir leur marque et de mettre en valeur leurs produits. Ces concours sont également l'occasion, pour les innovateurs et les porteurs de projets, de présenter et de

الجمهورية الديمقراطية الشعبية الجزائرية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU ET
DIRECTION DES RESSOURCES
EN EAU DE LA WILAYA
DE TAMANRASSET
Adresse : Rue Amir Abdelkader Ksar el Fougani Tamanrasset
Tel : 029-31-14-11 Fax : 029-31-14-
N.I.F : 099011019011047

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° :10/2020

La direction des ressources en eau de la wilaya de Tamanrasset lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation du projet

-Alimentation en eau potable zone Abelkane commune In Guezzam -

Le présent appel d'offres s'adresse entreprise ou les groupements momentanés d'entreprises remplissant obligatoirement les conditions minimales suivantes :

-A/Entreprise seul :

Première condition C.1 :

-Disposer d'un certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité pour une catégorie cinq (V) ou plus en hydraulique « codes **34.703** et **34.404.3** sont obligatoire.

Deuxième condition c.2 :

-L'entreprise doit avoir réalisé, seul ou en qualité de chef de file dans un groupement
-Un projet de pose de conduites de différent diamètre et d'une longueur minimale de 10km

et

-Un projet de réalisation d'un ouvrage de stockage en béton armé d'une capacité minimal de **200m3** au minimum
-Justifiée par une Attestation de bonne exécution délivrée par des Maîtres d'ouvrages et/ou des opérateurs publics.

Troisième condition c.3 :

-Avoir un chiffre d'affaires moyen au moins **250.000.000,00 DA**, justifié par des bilans visés par les services des impôts des trois **(03)** dernières années **(2017 - 2018 et 2019).**

-B/ Groupement momentané d'Entreprises :

Les soumissionnaires, dans le cadre d'un groupement d'entreprises, doivent intervenir sous la forme :

-Le chef de file : doit satisfaire des mêmes conditions que pour une entreprise ayant soumissionnée seule,

-Le Membre : doit avoir la catégorie **Trois (III)** ou plus, activité hydraulique ayant au moins le code **: 34.703** et avoir un chiffre d'affaires moyen au moins **120.000.000,00 DA**, justifié par des bilans visés par les services des impôts des trois **(03)** dernières années **(2017 - 2018** et **2019)**.

Les entreprises ou leurs représentants et intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés publics de la direction des ressources en eau de la wilaya de Tamanrasset contre un récépissé de paiement de **dix milles (10.000,00)** dinars algériens non remboursable ouvrent au nom "parc à matériels de la direction des ressources en eau de la wilaya de Tamanrasset" sur le compte **n° : 301 006** à la trésor de la wilaya de Tamanrasset.

Contenu de l'offre :

Les soumissionnaires doivent présenter leurs offres en trois exemplaires dont une copie originale
Le contenu de l'offre doit être présenté en trois enveloppes comme suit :

***1-Le dossier de candidature (Enveloppe A)**

-Une déclaration de candidature paraphée et signée
-Une déclaration de probité paraphée et signée
-Statut de l'entreprise
-Les bilans financiers des années 2017, 2018 et 2019
-Tout document permettre d'évaluation les capacités du soumissionnaire.

***2-L'offre technique (Enveloppe B)**

-Une déclaration à souscrire paraphée et signée
-Une caution de soumission d'un montant supérieur à un pour cent (1%) du montant de l'offre financière en TTC
-Un mémoire technique justificatif
-Le cahier des charges.

***3-L'offre financière (Enveloppe C)**

-La lettre de soumission
-Le bordereau des prix unitaires (BPU)
-Le détail quantitatif et estimatif (DQE)

Et pour plus de détails voir l'article 7 de l'instruction aux soumissionnaires,

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme comporte la mention

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 10/2020
Alimentation en eau potable zone Abelkane commune In Guezzan
(A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres)

Le délai accordé aux soumissionnaires pour préparer leurs offres correspondent est fixé trente (30) jours à compter de la première parution du présent avis d'appel d'offres dans B O M O P et / ou la presse nationale.
Le jour et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de préparation des offres jusqu'à **13H30.**
Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable.
Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance publique d'ouverture des plis qui se tiendra le même jour à partir de **14H00** au siège de la Direction des ressources en eau de la Wilaya de Tamanrasset Rue Amir Abdelkader Ksar el Fougani, Tamanrasset.
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période égale à la durée de préparation des offres augmentée de 90 jours.

MIDI
L'INFO, RIEN QUE L'INFO

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BEJAIA
DAIRA DE SEDDOUK
COMMUNE DE BOUHAMZA
NIF: 0.985.0637.92059.07

APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 01/2020

Conformément aux dispositions du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015, portants réglementation des marchés publics *et délégation de service public,* le président de l'assemblée populaire communale de Bouhamza lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales.
Les concessionnaires et sociétés intéressées peuvent retirer le cahier des charges au prés du service technique de la Commune de Bouhamza **contre paiement de la somme de : CINQ MILLE DINARS (5000,00 DA).**

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

A) Dossier de candidature

-Une déclaration de candidature, dument renseignée, visée et signée.
-Une déclaration de probité, dument renseignée, visée et signée.
-Le registre de commerce électronique.
- L'agrément.
- Les documents fiscaux et parafiscaux.
-Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager le fournisseur.

B) Offre technique

- Une déclaration à souscrire dument renseignée, visée et signée.
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

C) Contenu de l'offre financière

-La lettre de soumission dument renseignée, visée et signée.
- Les cahiers des prescriptions spéciales
- Les cahiers des prescriptions communes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU).
-Le détail quantitatif et estimatif (DQE).

-La date limite de dépôt des offres est fixée au (21) vingt et un jours avant 10H.00 à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.
La date d'ouverture des plis est fixée au dernier jour ouvrable de la date limite de dépôt des offres à 10H30 au siège de l'APC.
Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention << dossier de candidature>> <<offre technique>> ou <<offre financière>>, selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme comportant la mention :

" A n'ouvrir que par la commission d'ouverture de plis et d'évaluation des offres "
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 01/2020

Opération : Acquisition d'une niveleuse.

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis au siège de l'APC.
Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pour une durée de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
U N I V E R S I T E S A A D D A H L E B - B L I D A 1 -
NUMERO D'IDENTIFICATION FISCALE 413020000090049

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°04/USDB1/2020

Conformément aux articles 39, 40, 42, 44, 61 et 62 du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'université Saad Dahleb Blida1 lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°04/USDB1/2020 relatif à l'**acquisition, l'installation et la mise en service des équipements scientifiques et informatiques pour le renforcement des travaux pratiques (Faculté des Sciences, Départements de Physique et d'Informatique) au profit de l'Université de Blida 1.**
Réparti en lots comme suit ;
Lot N°01 : Equipements de TP Informatiques ;
Lot N°02 : Equipements de TP Atomique et Nucléaire;
Lot N°03 : Equipements de TP d'Optique.

N.B :
- **Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots.**
- **Le service contractant se réserve le droit de lancer la réalisation d'un ou plusieurs lots.**

Ne sont éligibles au présent appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimale que les entreprises satisfaisant obligatoirement aux conditions minimales suivantes :
- **Capacités professionnelles:** fabricants, représentants exclusifs, importateurs ou revendeurs en gros, dans le domaine des équipements scientifiques, et disposant du code d'activité d'installation des équipements scientifiques pour les lots N°02 et N°03, et dans le domaine des équipements informatiques pour le lot N°01.
- **Capacités techniques:** ayant réalisé au moins un projet dans le domaine des équipements scientifiques pour les lots N°02 et N°03,et dans le domaine des équipements informatiques pour le lot N°01, justifié par une attestation de bonne exécution au cours des cinq(05) dernières années, délivrées par un maître d'ouvrage public,dont le montant dépasse 8 000 000,00 DA.
- **Capacités financières:** ayant réalisé au moins un chiffre d'affaires moyen de 12 000 000,00 DA durant les trois (03) dernières années.

Les entreprises qualifiées et intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges du dimanche au jeudi, de 8h30 à 12h et de 14h à 16h, auprès de l'université SAAD DAHLEB – BLIDA1. Route de SOUMAA 09000 BLIDA. Vice rectorat chargé du Développement, de la Prospective et de l'Orientation, contre paiement de la somme de deux mille Dinars Algériens (2 000,00 DA) au niveau de ;

L'agence comptable de l'université Saad Dahleb Blida1
Route de Soumaa BLIDA

Les offres accompagnées des documents exigés dans le cahier des charges, sous triple enveloppes scellées cachetées indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres, doivent être libellées comme suit :

Monsieur le Recteur de l'université Saad Dahleb Blida1
Vice Rectorat chargé du Développement, de la Prospective et de l'Orientation

L'enveloppe extérieure devra porter le numéro, l'objet de l'appel d'offres et la mention :

A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES
UNIVERSITE SAAD DAHLEB BLIDA1
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°04/USDB1/2020
Acquisition, installation et mise en service des équipements scientifiques et informatiques pour le renforcement des travaux pratiques (Faculté des Sciences, Départements de Physique et d'Informatique) au profit de l'Université de Blida 1
Lot .... : .....

- Les soumissions doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. accompagnées de l'ensemble des pièces réglementaires mentionnées dans l'article n°15 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) ;
- Les offres incomplètes ou non conformes aux spécificités du cahier des charges ne seront pas retenues ;
- La durée de préparation des offres est fixée à 21 jours ;
- Le jour et l'heure limite de dépôt des offres et le jour et l'heure d'ouverture des plis relatifs aux dossiers de candidatures, dossiers techniques et financiers, correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres ;
- Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant :
- Le dépôt des offres se fera avant douze heures (12h00) :
- L'ouverture des plis se fera en séance publique le dernier jour de la durée de préparation des offres à 13h, en présence de l'ensemble des soumissionnaires préalablement informés à l'adresse suivante :

Université SAAD DAHLEB – BLIDA1
Route de SOUMAA 09000 BLIDA
Vice rectorat chargé du Développement, de la Prospective et de l'Orientation

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres, pour une durée de validité de trois mois à compter de la date de dépôt des offres.

MIDI
ÉCONOMIE

Pages 8 - 9 et 10

ÉCONOMIE NATIONALE

Nécessité d'adopter les réformes structurelles

Les présidents des groupes parlementaires à l'Assemblée populaire nationale (APN) ont mis l'accent mercredi sur l'impératif d'accélérer la mise en place de réformes structurelles à l'ombre des indicateurs négatifs enregistrés par l'économie nationale en raison de la baisse des revenus pétroliers et des répercussions de la Covid-19.

ÉCONOMIE NATIONALE

Nécessité d'adopter les réformes structurelles

Les présidents des groupes parlementaires à l'Assemblée populaire nationale (APN) ont mis l'accent, mercredi, sur l'impératif d'accélérer la mise en place de réformes structurelles à l'ombre des indicateurs négatifs enregistrés par l'économie nationale en raison de la baisse des revenus pétroliers et des répercussions de la Covid-19.

PAR RIAD EL HADI

A l'issue du débat en plénière du Projet de loi de finances (PLF 2021), le président du groupe parlementaire du parti Front de libération nationale (FLN), Khaled Bouriah, a jugé impératif de diversifier les sources de revenus pour atténuer les incidences économiques de la pandémie, à travers, a-t-il expliqué, le recours à d'autres créneaux créateurs de richesses, à l'instar des ressources minières et non-minières, l'agriculture, le tourisme ou encore les industries manufacturières.

Il serait également judicieux, selon M. Bouriah, de "*promouvoir la production locale afin de réduire la facture des importations et préserver la devise, encourager les PME et les startups et rechercher des sources d'énergie alternative notamment les énergies renouvelables*".

La généralisation de la numérisation particulièrement dans les secteurs économiques et la lutte contre la corruption et les méthodes archaïques dans la gestion des affaires publiques en investissant dans le développement humain ont été fortement recommandées.

Le groupe parlementaire du parti FLN a salué l'attachement du gouvernement à préserver le caractère social en consacrant une enveloppe de 1927,5 milliards de dinars aux transferts sociaux, insistant cependant sur la nécessité d'accélérer la mise à jour des fichiers des nécessiteux afin d'assurer les transferts aux véritables ayants-droit.

En dépit des mesures prévues dans le PLF 2021, celui-ci "*n'est pas à la hauteur de concrétiser le programme du président de la République et demeure en-deçà des aspirations du peuple*", a souligné M. Bouriah, citant notamment la lenteur dans l'élaboration des textes d'application et des cahiers des charges relatifs à plusieurs lois.

Absorber le chômage

Dans le même ordre d'idées, il a mis en avant "*l'impératif d'accélérer la régularisation des contrats de pré-emploi et de trouver des formules alternatives pour absorber le chômage*".

"*Eu égard au caractère répétitif de l'instabilité du marché pétrolier mondial, il est désormais nécessaire d'adopter une nouvelle logique économique réaliste, basée sur la déstructuration progressive du système de dépendance aux hydrocarbures*", a souligné de son côté, Mohamed Kidji, président du groupe parlementaire du Rassemblement national démocratique (RND).

Une telle logique, a-t-il poursuivi, "*requiert la mise en place de réformes économiques structurelles favorisant les conditions de l'écodiversité, en faisant appel aux atouts que recèle l'Algérie, à savoir l'agriculture, les mines, les industries manufacturières, le tourisme et les technologies de pointe*".

Le processus de transition économique requiert, selon le même intervenant, d'opérer un ensemble de réformes qui pourront consolider la stabilité budgétaire à moyen et long termes, améliorer l'efficacité des politiques publiques et moraliser les différentes pratiques.

Cette démarche permettra aussi, d'après M. Kidji, de "*rétablir la confiance et la cohérence entre les institutions de l'État et les partenaires socio-économiques et améliorer le climat des affaires en vue de drainer les investissements directs étrangers*" (IDE).

De son côté, le président du groupe parlementaire du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Menouar Chikh, a salué certaines dispositions prévues par le texte, citant à titre d'exemple, la "*clôture des fonds spéciaux, l'élargissement des exonérations, et les mesures prises aux fins de relance de la Bourse d'Alger. Ces mesures bien que positives demeurent*, d'après

lui, *limitées en termes d'impacts*".

En revanche, M. Kidji a émis quelques réserves portant notamment sur le grand déficit prévu dans le budget de l'exercice 2021, la non-affection de montants importants à l'amélioration du système de santé dans le contexte de la pandémie de la Covid-19, le non-traitement du dossier de l'emploi, ainsi que le peu d'intérêt accordé au secteur de l'Agriculture.

Le président du Groupe parlementaire des indépendants, Kada Kouadri, a déploré, lui, le fait que l'économie algérienne demeure toujours "*rentière reposant sur la distribution et non sur la production et la création de richesses*", en voulant pour preuve le déficit prévu dans le budget 2021.

Moderniser le secteur de l'agriculture

Appelant au traitement des dossiers du chômage, de l'intégration des bénéficiaires des dispositifs de pré-emploi, M. Kouadri a relevé l'importance de moderniser le secteur de l'Agriculture, régler le problème du foncier agricole et améliorer le climat des affaires dans l'industrie à travers la stabilité juridique et l'assainissement des fonciers des faux investisseurs.

Pour sa part, le président du Groupe parlementaire de Tajamoue Amel El Jazair (TAJ), Benyoucef Zouani, a fait part de son souhait de voir la loi de finances déboucher, à l'avenir, sur "*une vision économique claire, des réformes profondes, des mesures efficaces dans une Algérie nouvelle, avec le consensus national et le partenariat de tout un chacun pour une économie forte*".

Il a par ailleurs salué le caractère réaliste de la nouvelle loi de finances qui "*prend en ligne de compte les répercussions de la pandémie*", dans la mesure, a-t-il dit, que le texte ne prévoit aucune augmentation fiscale pesant sur le citoyen.

De son côté, le président du Groupe parlementaire de l'Union Ennahda-Adala-Bina, Hassane Aribi a appelé le gouvernement à véhiculer "*une vision économique fondée sur la prospective et la définition des besoins fondamentaux du pays*".

Pour sa part, le président du Groupe parlementaire du Front El Moustakbal, Hadj Belghouti a affirmé que "*tout un chacun est appelé, plus que jamais et de manière réaliste, à repenser la scène économique à l'intérieur du pays et à revoir les lois, les décisions et les programmes en fonction de la réalisation des intérêts suprêmes du pays et des aspirations des Algériens*".

De son côté, le président du Groupe parlementaire du Mouvement populaire algérien (MPA), Hadj El Chikh Barbara a indiqué que la nouvelle loi de Finances intervenait à un moment très difficile marquée par la situation sanitaire et la baisse des revenus du pays, appelant à donner la priorité à la préservation des établissements économiques, résoudre le problème de chômage, consacrer le principe de la stabilité législative et éviter "*les discours populistes*" dans le traitement des questions économiques.

Dans une intervention au nom du président du Groupe parlementaire du Parti des travailleurs (PT), le député Kouchi Fathi a préconisé l'adoption de mécanismes "*pratiques et réalistes*" afin de faire face aux difficultés économiques que traverse le pays suite à la propagation de la pandémie du Coronavirus, soulignant la nécessité de prioriser la préservation des emplois et du pouvoir d'achat des citoyens, tout en s'interrogeant sur "*la façon de réaliser les prévisions de croissance de 4 % pour l'année prochaine, avec la persistance de certaines pratiques bureaucratiques*".

A noter que la séance plénière consacrée aux interventions des présidents des groupes parlementaires a été présidée par Slimane Chenine, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), en présence de membres du gouvernement.

R. E.

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ (GECF)

Mise en place d'un marché annuel à court terme

Les ministres participant à la réunion du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) tenu par visioconférence ont affirmé que le gaz est une source d'énergie abondante et souple capable de satisfaire les besoins mondiaux croissants en énergie et de répondre aux exigences des trois piliers du développement durable, a indiqué la réunion ministérielle jeudi dernier dans un communiqué.

A l'issue de la 22e réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), présidée par le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, les ministres se sont accordés à dire que "*le gaz est une source d'énergie abondante et souple répondant aux exigences des trois piliers du développement durable : écologique, social et économique*". De surcroît, les participants ont fait savoir que "*le gaz naturel constituait le point de départ du développement durable pour la réduction des émissions des systèmes énergétiques, a relevé le communiqué de cette réunion lors de laquelle ont été évaluées les dynamiques actuelles pour la fabrication du gaz naturel*", admettant toutefois que les "*fondements censés augmenter le gaz naturel pour compenser la stagnation dans le monde de gaz restent inchangés*".

"*Étant le combustible fossile le plus abondant au monde, le gaz naturel s'érigera en une source principale pour compenser la stagnation dans le monde du gaz d'ici 2050, et verra sa part passer de 23 % à 28 %*", précise la même source.

Lors de son allocution d'ouverture, Attar a donné un aperçu sur les développements que connait l'industrie gazière et les nécessités stratégiques à même de les booster, évoquant, par ailleurs, le rôle du Forum économique de l'Asie-Pacifique, l'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation), en tant que plateforme de débat multipartite exceptionnelle entre les États producteurs et les pays industriels consommateurs de gaz.

De son côté, Yury Sentyurin, Secrétaire général (SG) du GECF a présenté le rapport du son administration, mettant en exergue les différentes activités menées en 2020 et visant à atteindre la vision préconisée dans la Déclaration de Malabo en 2019.

Le rapport du SG du GECF inclut également les statuts du forum, la stratégie à long terme, le plan de travail de l'année en cours et le programme d'action des exercices 2019 et 2020.

Cette rencontre par visioconférence a été l'occasion de présenter, conformément au Modèle mondial du gaz GECF, l'édition de la publication phare de 2020 sous l'appellation Global Gas Outlook 2050 (GGO 2050).

Les ministres ont salué, à cette occasion, la nouvelle édition de la publication, se félicitant des visions basées sur des données chiffrées, et se sont dit optimistes pour la mise en place d'un marché annuel de gaz à court terme du GECF.

Réaffirmant leur détermination à accélérer le rythme de coopération afin d'optimiser le niveau de compétence du Forum économique mondial, les responsables ont tout de même reconnu la souplesse caractérisant les États membres qui tentent d'assurer une exploitation non contraignante des marchés libres de gaz, et l'approvisionnement continu des clients, malgré les nombreux défis et la baisses des revenus.

Les ministres saluent les réalisations accomplies grâce au GRI

Dans le domaine de la recherche, les ministres ont salué les réalisations accomplies grâce à la création de l'Institut de Recherches du Gaz (GRI) en Algérie. La réunion a approuvé la politique et les procédures liées aux prix du forum. Les prix du GECF seront lancés en 2021 et une cérémonie est prévue en marge du 6e sommet du GECF des chefs d'État et de gouvernements. Lors de la révision du rapport périodique des préparatifs du 6e sommet, les ministres se sont félicités du progrès réalisé par le Qatar qui abrite cet évènement biennal et qui se tiendra à Doha en novembre 2021. L'Algérie abritera le 7e sommet du Forum des pays exportateurs de gaz à Alger en 2023. Par ailleurs, la réunion ministérielle a désigné Franklin Molina Ortiz, ministre bolivien des hydrocarbures en tant que président de la réunion ministérielle pour l'année 2021 et le sénateur Franklin Khan, ministre de l'Energie et des industries énergétiques de la République Trinité-et-Tobago, en tant que président par intérim pour la même période. En outre, la réunion ministérielle a désigné l'ingénieur Mohamed Hamel d'Algérie en tant que président du conseil exécutif et l'ingénieur Angel Gondzalez Saltron du Venezuela en tant que président par intérim du conseil exécutif pour la même période.

Les ministres et chefs de délégation ont exprimé leur reconnaissance au ministre, Abdelmadjid Attar, pour sa direction du forum de coopération économique mondiale sous la présidence de l'Algérie en 2020.

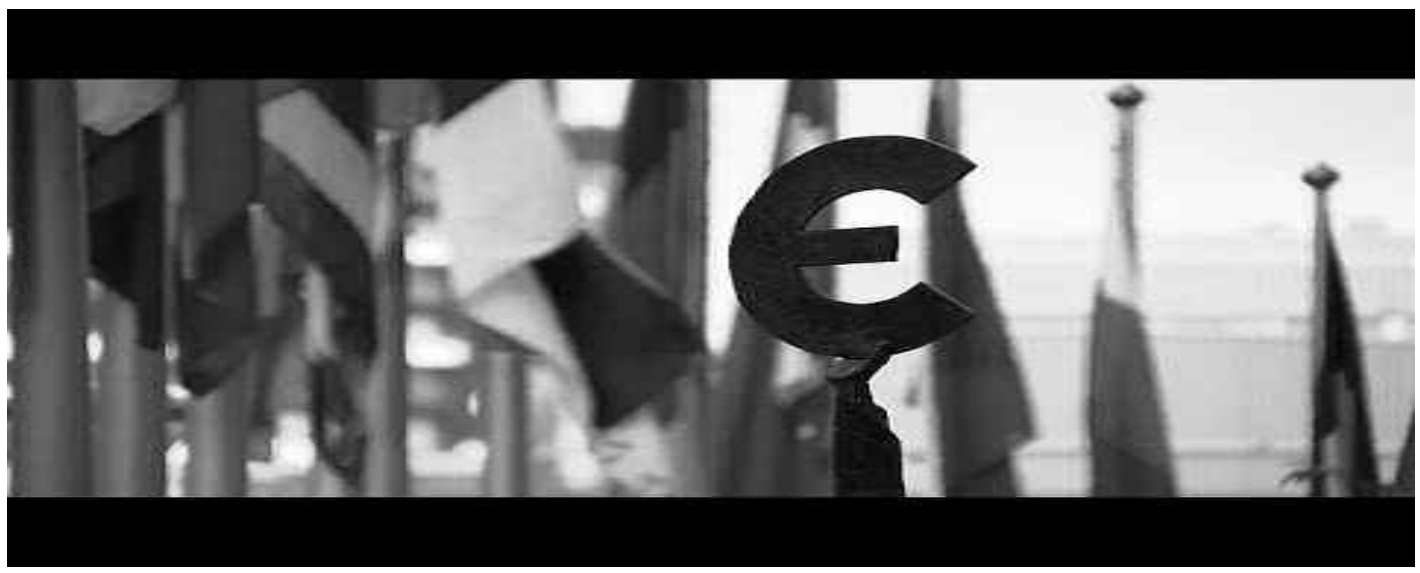
Ont pris part à cette réunion, jeudi, les ministres de l'Énergie ainsi que les hauts responsables d'Algérie, de Bolivie, d'Égypte, de Guinée équatoriale, d'Iran, de Libye, du Nigéria, du Qatar, de Russie, de Trinité-et-Tobago, du Venezuela, d'Angola, d'Azerbaïdjan, d'Irak, de Malaisie et de Norvège en tant que pays observateurs.

Les chefs de départements de l'énergie d'Indonésie, du Mozambique, du Sénégal, de Tunisie, du Turkménistan ont assisté à la séance d'ouverture en tant qu'invités du forum.

R. E.

BUDGET EUROPÉEN

Sous la menace d'un véto hongrois



Après plus de deux mois d'âpres pourparlers, les eurodéputés et les Etats de l'union européenne ont trouvé un accord sur le budget européen 2021-2027. Si un plan de relance post-Covid de de 750 milliards d'euros avait été validé en juillet, adossé à un budget pluriannuel (2021-2027) de 1.074 milliards d'euros, les eurodéputés réclamaient en plus un renforcement significatif de plusieurs programmes jugés cruciaux. Leur objectif, c'était obtenir 39 milliards d'euros supplémentaires. Ce sera 16 milliards au final, 15 milliards pour les "*programmes phare*" et 1 milliard mis de côté "*pour répondre aux besoins et crises à l'avenir*".

Sur ces 15 milliards, 4 milliards sont consacrés à la recherche, c'est le programme Horizon, 2,2 milliards à l'Éducation à travers Erasmus, et 3,4 milliards pour la santé.

Ce qui est innovant, c'est que ces fonds vont être tirés de nouvelles sources de revenus pour l'UE : des taxes sur le plastique, le numérique ou sur les transactions financières notamment. Mais l'ombre au tableau, c'est que le budget doit encore être approuvé par chacun des 27 États membres, et la Hongrie menace d'opposer son veto, au risque de paralyser le plan de relance. Budapest est contre le mécanisme conditionnant le versement des fonds européens au respect des principes de l'Etat de droit (indépendance de la justice, par exemple). Les eurodéputés et la présidence allemande de l'UE, qui négociait au nom des Vingt-Sept, sont tombés d'accord la semaine dernière sur ce mécanisme inédit, qui prévoit qu'un pays puisse être privé de subventions en cas de violations de l'Etat de droit ayant un impact financier.

SUPPRESSION D'EMPLOIS CHEZ BOEING

Révision à la hausse

Boeing pique du nez dans des proportions plus importantes que prévu. Le constructeur américain prévoit désormais la suppression totale de 30 000 emplois en deux ans, soit 20 % de ses effectifs actuels dans le monde.

En plus de départs à la retraite qui ne seront visiblement pas remplacés, Boeing devait se séparer de 7.000 employés supplémentaires d'ici fin à 2021, mais aucun détail n'a été divulgué sur les pays, usines ou programmes concernés.

Boeing voit les crises s'empiler : aux déboires liés aux 737 MAX, cloués au sol depuis deux accidents meurtriers, sont venues s'ajouter les terribles conséquences de la pandémie de coronavirus, qui ont fortement ralenti le trafic aérien. Les commandes d'avion deviennent de plus en plus rares et la deuxième vague de Covid-19 ne vient rien arranger, handicapant la reprise tant attendue.

Ces turbulences ne concernent pas que Boeing. Malgré un plan d'aide de 15 milliards d'euros du gouvernement français accordé à l'aéronautique, Airbus avait annoncé la suppression de 15 000 emplois, soit 10 % de ses effectifs. Un tiers de ses suppressions d'emplois concernait la France.

Mais la direction et les syndicats sont parvenus à s'entendre sur un accord, qui combine dispositif d'activité partielle, retraites anticipées ou départs pour création d'entreprise. Mis bout à bout, ce plan permettrait d'éviter les départs contraints.

Ces difficultés sont sans compter le conflit commercial qui continue d'opposer Airbus à Boeing. Dernier rebondissement en date : l'OMC a donné son feu vert à l'Union européenne pour taxer l'équivalent de 4 milliards de dollars d'importations américaines, en représailles à des subventions accordées à Boeing et jugées illégales. Il y a un an, les Européens et Airbus avaient été sanctionnés pour les mêmes raisons, ce qui avait conduit Donald Trump à taxer l'équivalent de 7,5 milliards de dollars d'importations européennes.

WALL STREET

La semaine terminée en forte hausse

La Bourse de New York a conclu la semaine sur une bonne note vendredi, faisant preuve d'optimisme sur la reprise économique aux États-Unis et dans le monde après des nouvelles encourageantes en début de semaine sur le développement d'un vaccin contre le Covid-19.

Son indice vedette, le Dow Jones, a gagné 1,37 % à 29.479,81 points.

Le Nasdaq est monté de 1,02 % à 11.829,29 points et l'indice élargi S&P 500 a pris 1,36 % à 3.585,15 points, atteignant un nouveau record.

Sur l'ensemble de la semaine, le Dow Jones (+4,08 %) et le S&P 500 (+2,16 %) ont progressé. Le Nasdaq a en revanche reculé de 0,55 %.

"*Les marchés ont connu plusieurs soubresauts depuis la forte hausse de lundi ayant suivi l'espoir sur un vaccin contre la Covid-19*", résument les analystes de Charles Schwab.

Les laboratoires américain Pfizer et allemand BioNTech ont assuré lundi que leur candidat vaccin était "*efficace à 90 %*" contre le Covid-19, selon des données préliminaires de l'essai à grande échelle de phase 3 en cours, dernière étape avant une demande d'homologation.

"*Cela a généré un mouvement de rotation vers des actions cycliques (dépendantes de la conjoncture, ndlr) et de valeur (sous-évaluées par le marché, ndlr) au détriment des géants boursiers à la croissance fulgurante*", expliquent les analystes de Schwab.

Cela explique notamment le repli hebdomadaire du Nasdaq, où des piliers comme Amazon, Facebook, Apple et Alphabet ont connu une semaine délicate.

Les acteurs financiers ont relégué vendredi au second plan les inquiétudes sur la recrudescence de la pandémie, qui avait fait trébucher le marché la veille.

Le nombre de nouveaux cas quotidiens aux États-Unis ne cesse pourtant d'augmenter: il a dépassé les 134.000 jeudi, avec 1.703 nouveaux décès, selon l'université Johns Hopkins. Au total, le pays a enregistré plus de 10,5 millions de cas et 242.600 morts de la Covid-19.

Parmi les valeurs du jour, Disney s'est apprécié (+2,10 %) après la hausse fulgurante du nombre d'abonnés de sa plateforme de streaming Disney+, qui lui a permis de reléguer en arrière-plan une perte nette de 710 millions de dollars au quatrième trimestre de son exercice fiscal 2020, selon des résultats publiés jeudi soir.

La société d'analyse de données Palantir, entrée à Wall Street fin septembre, a grimpé (+8,37 %) après la publication jeudi de résultats trimestriels meilleurs que prévu.

Au rang des indicateurs, la confiance des consommateurs a reculé en novembre aux Etats-Unis pour la première fois depuis le mois de juillet, selon l'estimation préliminaire de l'enquête de l'Université du Michigan publiée vendredi.

Agences

BUDGET 2021 EN RDC

En baisse et placé sous le signe de la lutte contre la corruption

En République démocratique du Congo (RDC), l'Assemblée nationale a déclaré "recevable" ce 13 novembre le projet de loi de finances de l'exercice 2021 après un débat houleux en présence du Premier ministre, Sylvestre Ilunga, qui l'a présenté. Le budget en projet de 6,9 milliards de dollars est en régression de 23 % par rapport à celui de l'an dernier. Mais le camp de l'ex-président Joseph Kabila auquel appartient le Premier ministre affiche son opposition à tout glissement électoral. Le chef du gouvernement a intégré dans le projet quelque 45 millions de dollars de crédit prévisionnel pour les élections de 2023. Pour mobiliser les fonds, le gouvernement compte notamment sur la lutte contre la corruption.

Pour l'exercice 2021, le gouvernement entend accélérer la lutte contre la corruption, les détournements de deniers publics toute en promouvant la culture fiscale en vue de renflouer les caisses de l'État et financer les politiques publiques.

KHENCHELA, AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE À OULED-ARCHACH

Le gaz naturel pour 153 foyers

A l'ouest de la commune d'Ouled-Archach, la desserte des foyers de l'agglomération Ziani a nécessité la réalisation d'un réseau de 6,5 kilomètres au titre d'une opération d'une durée de 7 mois, qui a mobilisé 18,5 millions de dinars.

PAR BOUZIANE MEHDI

Cent cinquante-trois foyers ont été raccordés, samedi 31 octobre, au réseau de gaz naturel dans la commune d'Ouled-Archach dans la wilaya de Khenchela, à l'occasion de la célébration du 66e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954.
A l'ouest de la commune d'Ouled-Archach, la desserte des foyers de l'agglomération Ziani a nécessité la réalisation d'un réseau de 6,5 kilomètres au titre d'une opération d'une durée de sept mois, qui a mobilisé 18,5 millions de dinars, a expliqué Boubaker Benmouhoud, directeur de la concession de wilaya de distribution de l'électricité et du gaz lors de la cérémonie de mise en service présidée par le wali Ali Bouzidi.
Selon l'*APS*, la même occasion a été marquée par le lancement des travaux de raccordement au réseau de gaz de 60 foyers à la cité Argoub-Chaâbane, dans la même commune, au titre d'une opération mobilisant 15 millions DA et portant sur la pose d'un réseau de 6,6 kilomètres prévu dans un délai de quatre mois.
Près de 5.000 foyers des diverses communes de la wilaya ont, depuis 2018 à ce jour, été reliés au réseau de gaz à la "*faveur de projets financés par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales portant le taux de couverture de la wilaya par cette énergie à 82 %*", a indiqué le directeur de wilaya de l'Énergie, El Mouled Benslimane, ajoutant qu'un "*programme de raccordement, dans les quatre prochaines années, de 200 localités est engagé dans la wilaya dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du gouvernement relatives à l'amélioration des conditions de vie des populations des zones enclavées et soulignant qu'à terme, ce programme portera le taux de couverture de la wilaya à 95 %*".
Dans la commune d'Aïn-Touila, un stade de proximité a été inauguré à l'occasion par les autorités de wilaya, il fait partie d'un programme de la Direction de la jeunesse et des sports de réalisation de 98 stades similaires à travers la wilaya.

B. M.

OUM EL-BOUAGHI, MUSÉE DU MOUDJAHID DE LA WILAYA

La Guerre de libération racontée avec plus de 10.000 documents

Le musée du moudjahid de la wilaya d'Oum El Bouaghi compte plus de 10.000 photos, documents et autres objets, pour raconter la guerre de Libération, et témoigner de l'histoire et de la mémoire nationale.
A la veille de la commémoration du 66e anniversaire de la guerre de Libération nationale, le musée, ouvert en 2011, a exposé fièrement photos, documents et objets pour relater une des plus grandes guerre de Libération du 20e siècle.
L'ensemble de ces objets s'élève à plus de 9.000 photos, documents originaux et des photographies de moudjahidine et de chouhada de la région, des zones révolutionnaires, de monuments historiques en plus de correspondances de l'Armée de libération nationale (ALN) et des contributions de moudjahidine pendant la révolution de libération, précise à l'*APS*, le directeur du musée des Moudjahidine, Karim Abed.
Le musée renferme également environ 1.200 objets, à savoir des armes anciennes, des vêtements militaires, des drapeaux et autres objets ayant appartenu à des moudjahidine, et reflétant l'histoire révolutionnaire de la région.
"*Le musée possède des maquettes illustrant l'histoire de la région, à l'instar de celle de la maison du chahid Mohamed Larbi-Ben-M'hidi, en plus de peintures à l'huile réalisées par des artistes, représentant notamment le groupe historique des 22 et bien d'autres, à travers lesquelles les artistes ont immortalisé l'histoire de la résistance populaire*", a-t-il détaillé. Selon le même responsable, parmi les nombreux objets collectés, ordonnés et exposés par le musée du moudjahid, se trouvent des journaux, des magazines, des livres et des manuscrits relatifs à l'histoire de l'Algérie, à l'instar du manuscrit du Coran appartenant au cheikh Abdelhamid Benbadis.
Soulignant, par ailleurs, la "*difficulté de se procurer des objets d'histoire*", M. Abed a fait savoir que le musée du moudjahid d'Oum el-Bouaghi a reçu ceux qu'il conserve "*sous forme de cadeaux et de dons octroyés par des moudjahidine de la région, des enfants de moudjahidine et de chouhada*". A cet effet, il a appelé les personnes en possession d'un objet en lien avec l'histoire de l'Algérie d'en faire don au musée en vue de "*l'exposer aux citoyens et à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'Algérie en vue de préserver la mémoire nationale*". De son côté, Amar Djermane, moudjahid, membre de l'Armée de libération nationale et délégué des moudjahidine de la daïra d'Oum el-Bouaghi, a fait état de "*l'importance d'exposer tout ce qui touche à l'histoire de l'Algérie pour faire connaître aux jeunes générations l'histoire de la Révolution de libération et l'indépendance arrachée avec peu de moyens*".
Le moudjahid a également évoqué la contribution de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM) de la wilaya d'Oum el-Bouaghi, en confiant au musée du moudjahid des objets relatifs à l'histoire de la révolution de libération, collectés dans la région.
L'exposition des objets cédés au musée du moudjahid par des citoyens, des moudjahidine, des enfants de chouhada et autres, passe par plusieurs étapes, à commencer par l'octroi d'un récépissé au donateur, l'enregistrement des informations concernant l'objet en question en effectuant des recherches à son sujet et en consignant les informations sur une fiche technique.
La fiche technique de l'objet comprend deux volets, l'un d'ordre technique relatif à ses spécificités (état de l'objet, son poids, ses dimensions, le matériau de fabrication...) et l'autre d'ordre historique portant sur plusieurs points se rapportant à l'année d'utilisation de l'objet, les circonstances et le propriétaire ou l'utilisateur.

APS

ALGER

Un parking à étages et station multimodale inaugurés à Kouba

Le wali d'Alger, Youcef Cherfa, a inauguré, samedi 31 octobre, le parking aérien à étages et la station de bus multimodale baptisée du nom des "Quatre Frères Martyrs Touati" dans la commune de Kouba, à l'occasion de la célébration du 66e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération.
Dans une déclaration à la presse, M. Cherfa a précisé que le renforcement des infrastructures vitales des secteurs des Transports et de la Jeunesse et des sports coïncide avec la célébration du 66e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération.
A cet effet, le parking à étages et la station de bus multimodale ont été mis en service dans la commune de Kouba, avec des capacités respectives de 750 véhicules et 50 bus (Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger, Etusa).
Ces structures relevant du secteur des Transports revêtent une grande importance - de par leur positionnement stratégique, la commune de Kouba étant un carrefour vital menant aux différentes communes, garantissent des services de qualité aux citoyens, facilitent le déplacement dans la capitale et assurent des espaces de stationnement.
Dans une déclaration à l'*APS*, le Directeur de la Jeunesse et des sports de la wilaya d'Alger, Tarek Kerrache a indiqué qu'une enveloppe de près de 33 millions de dinars avait été dégagée pour la réalisation de cette piscine, annonçant que plusieurs piscines seront réceptionnées dans les communes de la capitale, à l'instar de Aïn-Taya, Reghaïa et Ouled-Chebel.

ORAN

Réussite des opérations d'implantation cochléaire

Un taux de réussite de 99 % est enregistré pour les opérations d'implantation cochléaire effectuées par le service ORL du CHU d'Oran.
Un suivi permanent des patients est assuré par l'équipe du service ORL du CHUO, de même que pour les dossiers, les contrôles réguliers. Les rapports orthophoniques et psychologiques sont établis pour chaque cas.
Les interventions pour implantation cochléaire ont repris la semaine dernière après un arrêt de sept mois à cause de la pandémie de la Covid-19. Pas moins de 25 enfants programmés pour le mois d'avril dernier se sont fait opérés par l'équipe du Pr. Serradji en collaboration avec Dr Farid Boudjenah du CHU de Béjaïa.
Plus de 500 patients de différentes wilayas du pays attendent d'être implantés. Une liste assez longue, mais nous veillons à ce que tous ces patients soient traités et se fassent greffer dès la réception de nouveaux implants. Nous tenons à ce que tout se fasse dans les meilleures conditions.

APS

ORDONNANCEMENT DES MISSIONS RELATIVES AUX START-UP

Promouvoir et développer l'économie de la connaissance

Sachant que les économies des pays industrialisés et avancés se sont développées grâce à la prolifération et la promotion des petites et moyennes entreprises familiales et les start-up, en Algérie, les PME et PMI peuvent contribuer à la croissance économique du pays, tant leur rôle est important concernant la création des richesses et d'emplois.

Deux décrets exécutifs fixant les attributions et organisation du ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, ont été publiés au *Journal officiel n°* 64.
Datant du 15 octobre 2020 et signés par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, les deux décrets portent respectivement les numéros 20-306 et 20-307.
Il est souligné, dans le premier décret, que "*dans le cadre de la politique générale du gouvernement et de son programme d'action, le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, propose les éléments de la politique nationale dans le domaine de l'économie de la connaissance et des start-up. Il veille à sa mise en œuvre, conformément aux lois et aux règlements en vigueur*". Ainsi, le ministre délégué "*rend compte des résultats de ses activités au Premier ministre, aux réunions du gouvernement et au Conseil des ministres, selon les formes et les échéances établies*".
Le décret stipule que le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, est chargé, notamment, d'élaborer les plans, les programmes et les projets pour le développement de l'économie de la connaissance et des start-up et d'assurer leur cohérence et de proposer le cadre législatif et réglementaire relatif à l'économie de la connaissance des start-up et des structures d'appui.
Promouvoir et développer l'économie de la connaissance, les start-up et l'écosystème y afférent, soutenir le déploiement au niveau international des opérateurs économiques nationaux activant dans le domaine de l'économie numérique et des start-up, œuvrer à la promotion de l'investissement étranger, dans les domaines intéressant le secteur, ainsi que contribuer à la mise en place des labels en rapport avec les structures d'appui sont également parmi les principales missions attribuées au ministre délégué.
Le ministre délégué veille également à la promotion et à l'organisation de manifestations scientifiques et techniques dans les domaines d'intérêt, selon le décret, ajoutant qu'il propose aussi l'organisation de l'administration des établissements placés sous sa tutelle et veille à leur bon fonctionnement, dans le cadre des lois et règlements en vigueur.
Par ailleurs, le second décret exécutif, portant organisation des services du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, stipule la création de deux directions au sein de ce ministère délégué, à savoir la Direction de l'économie de la connaissance et la Direction des start-up et des structures d'appui.
La direction de l'économie de la connaissance comprend la sous-direction de l'innovation et la sous-direction de l'économie numérique, tandis que celle des start-up et des structures d'appui renferme la sous-direction de la promotion et du développement des start-up et la sous-direction des structures d'appui et d'accompagnement.
L'organisation des services du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé, de l'économie de la connaissance et des start-up en bureaux, est fixée par arrêté conjoint du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie de la connaissance et des start-up et du ministre des Finances et de l'autorité chargée de la fonction publique, dans la limite de 2 à 4 bureaux par sous-direction, conclut le document.

R. E.

FAO

Les pays en développement stimulent le commerce mondial des denrées alimentaires

Le commerce mondial des produits alimentaires s'est révélé résilient au cours de la pandémie de la Covid-19, grâce au "*dynamisme*" des pays en développement, selon un nouveau rapport publié par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur son site web.
L'analyse indique que les pays en développement ont montré un "*dynamisme*" notable en soutenant les flux commerciaux de produits alimentaires à l'échelle internationale. Les recettes d'exportation de ces pays ont augmenté de 4,6% au cours du premier semestre de 2020 par rapport à la même période de l'année précédente. Les pays en développement ont même réussi à augmenter leurs recettes d'exportation, affirment les auteurs du rapport, notant, toutefois, un délaissement notable des denrées alimentaires à valeur élevée au profit des aliments de base.
Les marchés des céréales sont bien approvisionnés en 2020-2021, souligne le rapport, notant une influence du resserrement des marchés sur le prix du blé et une forte demande internationale pour les céréales secondaires et pour le riz. La FAO a actualisé ses prévisions concernant l'offre et la demande de céréales. La production mondiale de graines oléagineuses et de produits dérivés devrait atteindre un niveau record en 2020-2021, tandis que la demande croissante laisse présager un resserrement des marchés. La production mondiale de sucre recommence à augmenter en 2020, mais à un rythme plus lent que la demande, qui sera tributaire de l'application éventuelle de nouvelles mesures de confinement liées la Covid-19. La production mondiale de viande devrait diminuer en 2020 et ce, pour la deuxième année consécutive, en raison du ralentissement prévu des échanges et de la demande.
La production mondiale de lait devrait également augmenter en 2020, profitant des moissons favorables et de la résilience des réseaux de coopératives villageoises (qui continuent à collecter le lait malgré les difficultés logistiques rencontrées en Inde). Le secteur de la pêche a souffert d'une baisse importante des échanges commerciaux.
La production devrait diminuer en 2020 suite aux répercussions de la pandémie sur la demande, la logistique, les prix, la main-d'œuvre et la planification des activités. La pêche de capture devrait probablement connaître un léger déclin et la production aquacole devrait diminuer pour la première fois depuis de nombreuses années. Le rapport révèle que les conséquences de la pandémie sur le marché du poisson, notamment la baisse de la demande en poisson frais a provoqué de "*profonds bouleversements*" qui devraient persister sur le long terme et favoriser l'innovation en matière de produits, des filières plus courtes et de nouveaux circuits de distribution. Quant à la filière des fruits tropicaux, elle a été fortement ébranlée par la pandémie de la Covid-19, note les auteurs du rapport. Le commerce mondial de l'ananas, de la mangue et de la papaye a diminué, parfois à un rythme à deux chiffres. Les marges bénéficiaires de la production de fruits tropicaux subissent la pression liée aux perturbations causées par la pandémie et aux chaînes de valeur hautement compétitives, ainsi qu'à l'accroissement de la puissance commerciale des acteurs situés en aval, aux foyers de maladies des végétaux et aux conditions météorologiques défavorables, explique la même source.

COMPLEXE SIDÉRURGIQUE TOSYALI D'ORAN

Exportation de tubes d'acier de gros volume vers le Sénégal

Le complexe sidérurgique d'Oran Tosyali implanté à Bethioua (Oran) a exporté par conteneurs des tubes d'acier en spirale de gros volume vers le Sénégal, selon la cellule de communication du complexe.
60 tubes en spirale de gros calibre, totalisant 708 mètres, ont été exportés cette semaine, à partir du port d'Oran vers le port de Dakar au Sénégal, a-t-on indiqué, précisant qu'il s'agit de la 8e opération d'exportation de produits du complexe effectuée cette année.
D'autre part, il est attendu, au cours du mois de novembre courant, l'exportation de 5.000 tonnes de fil métallique vers la Roumanie, a-t-on fait savoir, notant que se sera la 3e opération concernant ce type de produits du complexe. Pour rappel, le complexe Tosyali a exporté, durant l'année en cours, plus de 67.000 tonnes de rond à béton vers la Grande-Bretagne, le Canada et les Etats-Unis d'Amérique, ainsi que 3.000 tonnes de tubes métalliques vers l'Angola et plus de 3.000 tonnes de fil métallique vers le Sénégal.

R. E.

CÔTE D'IVOIRE

Paris demande à Ouattara de prendre des initiatives pour calmer le jeu

Le chef de la diplomatie française Jean-Yves le Drian a demandé au président ivoirien Alassane Ouattara, réélu pour un troisième mandat controversé, de "prendre des initiatives" pour favoriser le retour à la paix civile et à l'union nationale vendredi 13 novembre.

Il importe, "*pour éviter des dérives et des violences, que le Président Ouattara prenne les initiatives nécessaires pour que la sérénité revienne et que l'union nationale soit au rendez-vous*", a déclaré le ministre sur *BFM* et *RMC*. "*Je sais qu'il en a l'intention, je souhaite qu'il le fasse vite*", a-t-il assuré.

Alassane Ouattara a été réélu pour un troisième mandat à l'issue d'une élection, le 31 octobre, boycottée par l'opposition qui dénonce un coup d'État constitutionnel, et dans un climat de violence. Depuis le 10 août, après l'annonce de sa candidature, 85 personnes ont été tuées et 484 blessées dans ces troubles politiques qui ont souvent dégénéré en affrontements inter-communautaires, selon des chiffres officiels. Plusieurs leaders de l'opposition, dont l'ancien premier ministre Pascal Affi N'Guessan, son porte-parole, ont été arrêtés, alors que d'autres étaient bloqués à leur domicile par les forces de l'ordre.

Dans une tentative d'apaisement, Alassane Ouattara a rencontré mercredi à Abidjan son principal opposant, l'ex-Président Henri Konan Bédié. Les deux hommes ont "*brisé la glace*" et ont promis de se rencontrer de nouveau pour faire baisser la tension et sortir de l'impasse.

Paris était resté très silencieux depuis l'annonce d'Alassane Ouattara, 78 ans, de se présenter à un troisième mandat, revenant sur son engagement initial à ne pas le faire, salué à l'époque par le Président Emmanuel Macron. La France, qui a "*pris note*" des résultats de l'élection, a toutefois appelé cette semaine les protagonistes de la crise à mettre fin "*aux provocations et aux actes d'intimidation*" et demandé la reprise du dialogue politique.

BRÉSIL

Des élections municipales aux allures de test pour Bolsonaro

Elles vont finalement bien avoir lieu. Initialement prévues pour le mois d'octobre et reportées pour cause de pandémie, des élections municipales se sont dont tenues hier 15 novembre au Brésil. En pleine crise du Covid-19, il ne s'agira rien de moins que du premier test électoral de l'ère Jair Bolsonaro, deux ans après l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir à Brasilia.

Environ 147 millions d'électeurs devront désigner les maires et conseils municipaux de quelque 5 500 villes de ce pays. L'élection se jouera au premier tour dans la quasi-totalité des municipalités, un second tour n'étant prévu pour le 29 novembre que dans les 95 villes du pays dont la population dépasse les 200.000 habitants.

Pandémie, crash économique, déscolarisation massive, inégalités en hausse… la tâche des nouveaux élus sera immense. Et pourtant, c'est une bien terne campagne qui s'achève au Brésil. Huit mois après le début de l'épidémie, le géant latino-américain est toujours aux prises avec le Covid-19 (163 000 victimes officielles). Résultat : point de meetings, peu de débats, et encore moins d'effervescence. Pour éviter les contaminations, la campagne s'est déroulée pour l'essentiel sur les réseaux sociaux.

Le scrutin a certes connu son lot de candidatures interlopes – un classique. Au-delà du folklore, 2020 fut aussi, loin des caméras, une campagne sanglante. Selon le Centre d'étude de sécurité et de citoyenneté, 82 militants et candidats ont ainsi été assassinés depuis le début de l'année.

Signe d'une vie politique qui s'ouvre peu à peu sur la diversité, une majorité de candidats au poste de maire ou de conseiller municipal qui se sont déclarés cette année sont noirs ou métis (51 % sur 526.000 prétendants) et le pays n'a jamais compté autant de femmes candidates (34 % du total). Le nombre de militaires a, quant à lui, bondi de 12,5 % par rapport à 2016 (certains posant arme à la main sur leurs affiches) et celui des pasteurs évangéliques de 34 %, selon les décomptes du journal Correio Braziliense. Preuve qu'une vague conservatrice et sécuritaire déferle bel et bien sur la société brésilienne.

Le président Jair Bolsonaro ne s'est que très peu investi dans la campagne et a tout fait pour éviter de nationaliser le scrutin.

PÉROU

La destitution du Président Vizcarra crée des tensions

Les appels au calme du président par intérim au Pérou n'ont pas calmé les ardeurs des manifestants qui sont redescendus dans les rues jeudi soir pour réclamer le rétablissement dans ses fonctions de Martin Vizcarra. Au pouvoir depuis 2018, le président péruvien a été démis de ses fonctions lundi par le Congrès, qui a retenu à son encontre des accusations de corruption. Centriste sans affiliation partisane, populaire en raison de la campagne qu'il avait lancée contre la corruption, Martin Vizcarra a démenti ces accusations et une partie de la population a rejeté sa destitution.

Jeudi dans la journée, le Président par intérim, Manuel Merino, qui présidait jusque là le Congrès, avait appelé la population au calme et à la responsabilité afin, ajoutait-il, que "*l'expression politique puisse prendre place dans le calme et la non-violence*". Son discours n'a pas eu l'effet attendu. Des affrontements ont éclaté dans la nuit de jeudi à vendredi à Lima, la capitale, entre manifestants et forces de l'ordre. La police est intervenue à l'aide de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc face aux protestataires, dont certains ont jeté des pierres sur les forces de l'ordre et brisé des vitrines de magasins et des distributeurs d'argent liquide.

Au moins 27 personnes ont été blessées parmi lesquelles 11 policiers, a déclaré la police. La plupart des civils ont été blessés par des tirs de balles en caoutchouc. Le coordonnateur national aux droits de l'Homme a fait état de 11 personnes blessées, dont plusieurs journalistes.

Les manifestations sont parmi les plus importantes que le Pérou ait connues depuis une vingtaine d'années. "*Tout le pays est mobilisé, nous sommes très en colère*", a témoigné Jose Vega, un manifestant croisé à Lima. "*Ils nous maltraitent*", a-t-il poursuivi.

"*Nous en avons assez de la corruption, c'est pour cela que je suis là, à crier avec ma casserole*", a déclaré Rosario Mendoza, une enseignante qui manifestait elle aussi dans la capitale. "*Ni le Congrès, ni le président qu'ils ont choisi ne me représentent*", a-t-elle ajouté.

Le Pérou affronte cette crise politique alors même qu'il tente de se relever de la récession économique provoquée par la crise du coronavirus. L'Organisation des États américains (OEA) a appelé à une intervention de la Cour constitutionnelle du Pérou pour apporter des "*clarifications*".

Agences

HAUT-KARABAKH

Les Arméniens brûlent leurs maisons avant la cession à l'Azerbaïdjan

Des maisons dans des villages du Haut-Karabakh dont l'Azerbaïdjan doit reprendre le contrôle dimanche 15 novembre étaient en feu samedi, incendiées par leurs habitants avant leur fuite vers l'Arménie, a constaté un journaliste de l'*AFP*. "*C'est le dernier jour, demain les soldats azerbaïdjanais seront là*", a déclaré un soldat dans le village de Charektar, dans la région de Kalbajar qui doit être cédée à Bakou. Rien que dans ce village, marquant la limite avec le district voisin de Martakert, qui lui doit rester sous contrôle arménien, au moins six habitations étaient en feu samedi matin. Les flammes s'échappaient des fenêtres, embrasant les charpentes dans d'épaisses panaches de fumée grise s'élevant dans le ciel de la vallée. "*C'est ma maison, je ne peux pas la laisser aux Turcs*", comme sont souvent qualifiés les Azerbaïdjanais par les Arméniens, a expliqué, le visage fermé, le propriétaire de l'une de ces maisons en jetant des planches de bois enflammées et tisons imbibés d'essence pour tenter d'incendier le parquet de son ancien salon, dans une habitation complètement vidée. "*On attendait pour être fixé. Mais quand ils ont commencé à démonter la station hydro-électrique, on a compris*", ajoute-t-il. "*Tout le monde va brûler sa maison aujourd'hui (…) On nous a donné jusqu'à minuit pour partir. On a aussi bougé la tombe des parents, les Azerbaïdjanais vont se faire un malin plaisir à profaner nos tombes, c'est insupportable*", ajoute-t-il. La veille, au moins une dizaine d'habitations ont été incendiées dans ce même village et ses environs.

Un accord de paix signé entre Erevan et Bakou sous égide de Moscou a mis fin à près de sept semaines d'intenses combats au Nagorny Karabakh, enclave montagneuse disputée depuis des décennies entre ces deux pays du Caucase. Au terme de ce texte, l'Azerbaïdjan reconquiert de larges territoires qui étaient sous contrôle arménien depuis le début des années 90. Près de 2.000 soldats de maintien de la paix russes vont désormais être déployés sur place.

Agences

CAN-2021 : ALGÉRIE-ZIMBABWE À 16H

Les Verts à un point de la qualification

La sélection nationale disputera cet après-midi son match contre le Zimbabwe à Harare, à partir de 16h00 (heure algérienne), pour le compte de la quatrième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2022), avec l'objectif d'arracher, au moins, l'unique point qui lui manque pour se qualifier à la phase finale.

PAR MOURAD SALHI

Ayant entamé la campagne qualificative sur les chapeaux de roues, en écrasant la Zambie à Blida (5-0) avant d'aller battre le Botswana à Gaborone (1-0) et confirmer à domicile face au Zimbabwe (3-1), la sélection algérienne n'a, donc, besoin que d'un nul pour valider son billet pour la phase finale de la CAN qu'organisera le Cameroun en 2022. Les coéquipiers du capitaine Riad Mahrez seront ainsi face à un rendez-vous décisif dans l'optique d'une qualification avant terme pour la phase finale. Les Verts, qui dominent le groupe H avec 9 points, ne comptent surtout pas se contenter d'un point du match nul, mais ils feront de leur mieux pour revenir avec la totalité des points. Les Verts, invaincus depuis 21 matchs, sont plus que jamais déterminés à battre le record. La dernière défaite, rappelons-le, remonte au 16 octobre 2018 à Cotonou face au Bénin (1-0), dans le cadre des qualifications de la CAN-2019. Cette rencontre face au Zimbabwe sera, donc, une belle opportunité pour l'Algérie pour revenir à deux matchs du record égyptien.

"Nous sommes champions d'Afrique, on sera de facto l'équipe à battre, autant d'éléments de motivation, les joueurs aiment ça. Une chose est sûre, les choses seront plus compliquées, mais nous n'allons pas se présenter à Harare pour faire de la figuration. Notre objectif consiste à gagner les trois points et se qualifier le plus vite possible à la CAN. Cela va nous permettre de se concentrer sur un autre objectif, à savoir la qualification à la prochaine Coupe du monde. Le rendez-vous qatari sera notre objectif numéro 1. Si on se qualifie, on se préparera le mieux possible pour aller le plus loin possible. On n'ira pas jouer petit bras ou pour se contenter d'une participation", a indiqué Belmadi. L'excellent état d'esprit régnant au sein du groupe depuis l'arrivée du technicien Djamel Belmadi pourrait être déterminant dans l'optique de passer ce nouveau cap et rejoindre la phase finale. Les hommes de Djamel Belmadi ont fait montre aussi d'un mental d'acier car, en dépit de tout ce qui entoure les matchs en Afrique noir, ils affichent une détermination de fer pour aller encore de l'avant.

Côté effectif, la sélection algérienne se présentera avec l'ensemble des joueurs retenus pour ce rendez-vous. Le technicien algérien Djamel Belmadi est attendu à apporter quelques petits changements au sein de son équipe rentrante. Il y aura peut-être le retour de Guedioura, remplacé auparavant pas Abeid, ainsi que Benlamri qui a cédé sa place à Tahrat.

A noter, enfin, que cette rencontre sera dirigée par l'arbitre soudanais Mahmood Ali Mahmood Ismail, qui sera assisté de ses compatriotes Mohammed Abdellah Ibrahim et Ahmed Nagei Subahi. Le quatrième arbitre sera également soudanais, à savoir Elsiddig Mohamed Mohamed El Treefe.

M. S.

COA

Deux nouveaux membres intègrent le bureau exécutif

Les membres de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) du Comité olympique et sportif algérien (COA) ont adopté, samedi à Alger, à l'unanimité, les bilans moral et financier de l'exercice 2019, alors que deux nouveaux membres ont été élus au sein du bureau exécutif.

Cette AGO, à laquelle ont pris part 54 membres sur les 89 que compte l'assemblée, dont 19 Fédérations olympiques, a approuvé également le plan d'action et les prévisions budgétaires de l'exercice 2020. Dans son allocution à l'ouverture des travaux, le président du COA, Abderrahmane Hammad, a fait un état des lieux des activités menées par l'instance olympique durant l'année 2019 et les différentes difficultés rencontrées par les Fédérations olympiques en cette période marquée par la pandémie de Covid-19. *"Nous sommes conscients des enjeux et défis auxquels vous faites face, mais vous devez savoir que l'instance olympique n'a jamais failli à ses missions et sera toujours à vos côtés pour atteindre les objectifs escomptés",* a déclaré Hammad en s'adressant aux membres de l'AG.

Le président du COA s'est félicité également du soutien de l'ensemble des partenaires du mouvement sportif national, ce qui lui permet de se consacrer entièrement à ses tâches et missions, tout en appelant la famille olympique à redoubler d'efforts et accompagner les athlètes qui se préparent aux tournois de qualification pour les Jeux Olympiques de Tokyo-2020. *"Outre l'adoption à l'unanimité des bilans moral et financier de l'exercice 2019, les membres de l'AG ont approuvé aussi l'admission de la Fédération algérienne de triathlon comme membre de droit de l'assemblée du COA",* a indiqué, à l'APS, Rabah Bouarifi, secrétaire général de l'instance olympique. Par ailleurs, les membres de l'AG ont procédé au renouvellement partiel de la composante du bureau exécutif du COA, à l'issue d'un vote à bulletin secret. Deux nouveaux membres de l'exécutif ont, en effet, été élus : Feriel Chouiter, docteur en médecine, qui a récolté 63 voix, et Elhadi Mossab, président de la Fédération nationale du sport pour tous (68 voix).

D'un autre côté, les membres de l'AG ont annulé à l'unanimité le projet de réalisation du Centre sportif africain Olympafrica dans la commune de Tazrouk (270 km nord-est de Tamanrasset). Selon Bouarifi, cette structure est évaluée à 70 milliards de centimes ; une enveloppe financière très excessive que l'instance olympique ne peut pas soutenir. Le Centre sportif africain, qui s'étale une superficie de cinq hectares, comporte une piste d'athlétisme, un stade de football, des salles de sports spécialisées (basket-ball, handball, judo, karaté, et autres), en plus d'une piscine de proximité, des pavillons administratifs, un centre d'accueil, devant servir également à la formation supérieure dans différentes disciplines sportives, selon sa fiche technique. *"Le gouvernement algérien a participé à hauteur de 8 milliards de centimes pour la réalisation de ce centre sportif, en plus de l'aide de l'Association des comités nationaux olympiques d'Afrique (Acnoa) qui est estimée à 300.000 dollars, mais aucun centime n'a été débloqué jusqu'à ce jour. La participation du COA est estimée à 6 milliards de centimes",* a précisé Bouarifi.

APS

JUDO

Les Championnats d'Afrique 2020 avancés du 17 au 20 décembre

Les Championnats d'Afrique individuels et par équipes (seniors) se dérouleront du 17 au 20 décembre à Madagascar, a indiqué, ce samedi, l'Union africaine de judo (UAJ) sur sa page facebook.

Conformément à la réunion du comité directeur de l'UAJ, tenue le 12 novembre dernier, il a été décidé d'avancer la tenue de la compétition du 17 au 20 décembre au lieu du 20 au 27 décembre.

L'UAJ a décidé également d'annuler les Championnats d'Afrique cadets, juniors et kata. *« La décision suivante a été prise pour assurer la santé et la sécurité de tous nos athlètes en ces temps difficiles et incertains »*, précise l'instance africaine.

Attribuée au Maroc, ce rendez-vous continental, qualificatif aux Jeux Olympiques de Tokyo 2021, devait avoir lieu au mois de juin dernier, puis novembre, avant le désistement définitif des Marocains pour cause de de la dégradation de la situation sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19. Par la suite, Madagascar s'est vu confier l'organisation de cette compétition prévue au Palais des Sports de Mahamasina, à Antananarivo.

« Ce rendez-vous est crucialement important aux athlètes du continent, puisqu'il leur permettra d'engranger beaucoup de points supplémentaires au classement de qualification olympique à Tokyo et améliorer leurs positions, en attendant d'autres participations aux tournois internationaux et ceux des Grands Slam », a expliqué le 1er vice-président de l'UAJ, Mohamed Meridja. Lors de la dernière édition des Championnats d'Afrique, tenus à Cap Town (Afrique du Sud), les Algériens ont terminé sur la plus haute marche du podium, avec 13 médailles (4 or, 4 argent, 5 bronze), devant la Tunisie et l'Egypte.

ITALIE

Farès retrouve les entraînements avec la Lazio

Le latéral gauche international algérien Mohamed Farès n'a pas été autorisé à quitter le territoire italien suite à plusieurs cas de Covid-19 dans son équipe. L'ancien du SPAL, qui a raté le stage de l'EN, a retrouvé les entraînements aujourd'hui avec le club de la capitale italienne qui prépare ses prochains matchs en Championnat mais aussi en Champions League.

Le latéral de 24 ans était présent aujourd'hui avec ses coéquipiers qui n'ont pas été contaminés.

MISSION IMPOSSIBLE PROTOCOLE FANTÔME

21h00

Impliquée dans l'attentat terroriste du Kremlin, l'agence Mission impossible est totalement discréditée. Tandis que le président des États-Unis lance l'opération Protocole fantôme, Ethan Hunt, privé de ressources et de renfort, doit trouver le moyen de blanchir l'agence et de déjouer toute nouvelle tentative d'attentat. Mais pour compliquer encore la situation, l'agent doit s'engager dans cette mission avec une équipe de fugitifs d'IMF dont il n'a pas bien cerné les motivations.

RAMBO 2 : LA MISSION

21h00

John Rambo purge une peine de travaux forcés dans un pénitencier, suite à ses exploits dans la campagne américaine. Le colonel Trautman, son ancien officier, lui propose de le faire libérer pour participer à une mission au Vietnam : il s'agit de rapporter la preuve qu'il y a encore des soldats américains emprisonnés dans des camps. À l'idée de retourner dans l'enfer qui constitue son élément naturel, Rambo accepte sans aucune hésitation. Il se retrouve donc en Thaïlande, sous les ordres de Murdock, un soldat très borné dont il se méfie aussitôt : trop poli pour être honnête...

BODYGUARD

21h00

De retour de vacances avec ses enfants, le sergent David Budd empêche un attentat potentiellement meurtrier à bord d'un train en direction de Londres. De retour au quartier général, sa supérieure l'affecte à la protection rapprochée d'une personnalité de premier plan, la ministre de l'Intérieur Julia Montague, dont les positions sur la surveillance du territoire en font une cible de choix pour les extrémistes de tous bords.

DE GAULLE BÂTISSEUR

21h00

Nous connaissons tous le de Gaulle du 18 juin, le de Gaulle de l'Algérie, ou celui vieillissant de 1968. Mais il existe un autre de Gaulle, moins connu. Celui qui reprend les rênes de la France en 1958, après douze années de traversée du désert, est un homme fasciné par le progrès et la modernité. À la suite des hommes de la IVe République qui avaient reconstruit le pays, de Gaulle accélère la métamorphose de la France : périphérique parisien, villes nouvelles, autoroute du soleil, RER, remembrement des campagnes, aménagement touristique du littoral languedocien...

LA SELECTION DU MIDI LIBRE

COLD WAR

21h00

Pologne, 1949. Pianiste et chef d'orchestre, Wiktor sillonne la campagne pour enregistrer des chants folkloriques en vue de la création d'un spectacle. Parmi les jeunes talents qu'il a recrutés, la belle et fougueuse Zula fait immédiatement chavirer son coeur. Trois ans plus tard, alors que le régime communiste a transformé leur art en instrument de propagande, Wiktor profite d'une représentation à Berlin-Est pour s'enfuir. Zula, qui a renoncé à l'accompagner, poursuit sa carrière à travers l'Europe. En 1957, elle retrouve son ancien amant, devenu jazzman à Paris.

ON VOUS RACONTE... LES DROITS DE L'ENFANT

21h00

Pour comprendre et susciter l'échange avec les plus grands, ce magazine familial hebdomadaire présenté par Johanna Ghiglia propose chaque lundi une soirée thématique autour de sujets qui préoccupent les parents. Le but est de favoriser les discussions et le partage avec leurs enfants comme les écrans, l'orientation scolaire, les différences ou encore la découverte de nouveaux modes de vie et de parcours atypiques.

L'AMOUR EST DANS LE PRÉ

21h00

En Normandie, Laurent est tourmenté : après la franche camaraderie du début, ses prétendantes, Charlotte et Émilie, veulent des réponses. L'agriculteur rugbyman, critiqué pour son manque de séduction, va donc faire un choix sur le bout des lèvres, acculé par les deux femmes. Chez Jean-Claude, entre la sportive Yolanda et la pétillante Danéji, son cœur a choisi ! Philippe, éleveur laitier de 57 ans, continue d'initier son unique prétendante aux tâches de la ferme. Laura a pris sa décision entre ses deux prétendants, Jean-Eudes et Benoît. Florian, éleveur bovin, partage son quotidien avec ses deux prétendantes depuis quelques jours, mais déjà, son cœur semble les avoir départagées.

COUP DE FOUDRE À BANGKOK

21h00

Laura Brunel, architecte passionnée est envoyée dans la ville de Bangkok. Son agence participe à un appel d'offres pour la construction d'un centre commercial futuriste. Sur place, Laura tombe sous le charme de Marc Lavoisier, responsable d'une ONG s'occupant d'orphelinats en Asie du Sud-Est.... Mais ce que Laura ne lui a pas dit, c'est que pour construire le centre commercial, il va falloir détruire l'orphelinat local.

MIDI Libre
Quotidien national d'information
Web : www.lemidi-dz.com

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard :
021.63.80.82 et 87
Rédaction : Tél-Fax : 021.63.79.16
Publicité : Tél-Fax : 021.63.79.14
publicite@lemidi-dz.com
Pour votre publicite s'adresser à l'ANEP, 01 Avenue Pasteur, Alger
Tél. : 021.73.76.78 et 73.71.28
Bureau de Constantine :
100, rue Larbi Ben M'hidi - Constantine -**Tel./Fax :** 031.64.17.53

Bureau de Annaba
24 rue Med-Khemisti
Tél. : 038.86.11.57
Bureau de Tizi-Ouzou
Cité Mohamed-Boudiaf
BT 29 A
Nouvelle-Ville T. O.

Tél-Fax : 021.93.69.29

Impression :
Centre : SIA **Diffusion :** Midi libre
Est : SIE **Diffusion :** AMP **Ouest :** SIO
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : 12 rue Fouzia Moulahe Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

MIDI Libre
Quotidien national d'information
N° 4131 | Lundi 16 novembre 2020

Horaires des prières pour Alger et ses environs

Fadjr	05:57
Dohr	12:33
Asr	15:18
Maghreb	17:41
Icha	19:02

ASSOCIATION DES NATIONS DU SUD-EST ASIATIQUE

Un important pacte de libre-échange panasiatique signé par 15 pays

Quinze pays d'Asie et du Pacifique ont signé, ce dimanche, un important accord commercial, promu par la Chine, à l'occasion de la clôture d'un sommet virtuel de l'ASEAN (Association des nations du Sud-est asiatique) qui avait débuté jeudi.

Ce Partenariat régional économique global (RCEP) devient l'accord commercial le plus important du monde en termes de Produit intérieur brut, selon des analystes, et concernera plus de 2 milliards d'habitants.

Il vise à créer une gigantesque zone de libre-échange entre les 10 états de l'Asean (Indonésie, Thaïlande, Singapour, Malaisie, Philippines, Vietnam, Birmanie, Cambodge, Laos et Brunei), la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

"*Je suis heureux qu'après huit années de négociations complexes, nous puissions terminer officiellement aujourd'hui les négociations du RCEP*", a déclaré le premier ministre vietnamien Nguyen Xuan Phuc, dont le pays assure la présidence tournante de l'ASEAN.

Ce pacte, dont l'idée remonte à 2012, est considéré comme la réponse chinoise à une initiative américaine aujourd'hui abandonnée.

Il "*solidifie les ambitions géopolitiques régionales plus larges de la Chine autour des"* nouvelles routes de la soie (elt and Road Initiative en anglais), analyse Alexander Capri, professeur à la Business School de l'Université Nationale de Singapour.

"*C'est en quelque sorte un élément complémentaire"* de cet instrument-phare de la stratégie d'influence de Pékin sur le monde.

Le RCEP, dont les membres représentent 30% du PIB mondial, sera *"une étape majeure pour la libéralisation du commerce et de l'investissement"* dans la région, a estimé Rajiv Biswas, économiste en chef pour l'Asie et le Pacifique du consultant IHS Markit.

La signature de cet accord intervient dans un contexte de forte crise économique en raison de l'épidémie de Covid-19 pour les dix membres de l'Association des nations du Sud-est asiatique (ASEAN).

Ils espèrent beaucoup de cet accord, qui devrait leur permettre de booster leurs économies en rendant leurs produits moins chers à l'exportation, et en facilitant la vie de leurs entreprises via une harmonisation des procédures.

L'accord comprend la propriété intellectuelle, mais exclut tout ce qui touche à la protection des travailleurs et à l'environnement.

L'Inde devait également rejoindre ce pacte commercial sans précédent mais a décidé l'an dernier de s'en retirer par crainte de voir des produits chinois à bas prix envahir son marché. New Delhi a toutefois la possibilité de rejoindre cet accord plus tard.

Ce pacte commercial est également largement considéré comme le moyen pour la Chine, d'étendre son influence dans la région et d'en déterminer les règles, après des années de passivité de la part des Etats-Unis pendant la présidence de Donald Trump.

En janvier 2017, ce dernier avait retiré son pays du grand projet concurrent, le Traité de libre-échange transpacifique (TPP), promu par son prédécesseur démocrate Barack Obama.

Le président élu Joe Biden pourrait néanmoins se montrer plus engagé dans la région, à l'image de Barack Obama, juge Alexander Capri.

DIRECTION SPORTIVE DE L'USMA

Antar Yahia testé positif à la Covid-19

Le Directeur sportif de l'USM Alger, M. Antar Yahia, a été testé positif à la Covid-19, annonce le club algérois sur ses réseaux sociaux.

Suite à cette contamination, informe-t-on de même source, Antar Yahia "*observe une période de confinement*". Il continue, cependant, d'assurer les fonctions qui lui incombent. Le Directeur sportif de l'USMA n'est pas seul à avoir été contaminé dans le milieu footbalistique. Les préparations des différents clubs sportifs ont été émaillé par l'annonce de contaminations des joueurs et ont dû parfois annuler des stages programmés de longues dates. Le directeur sportif de l'union de la capitale Antar Yahia a rassuré tout le monde sur son état de santé, après avoir été infecté par le coronavirus. Dans un tweet via son compte Twitter officiel, l'ancien chef des Verts a confirmé qu'il allait bien, en disant : *"La Paix soit sur vous chers Amis, merci pour vos nombreux messages, Dieu merci, je vais bien, au forum, si Dieu le veut"*.

Pour rappel, le coup d'envoi du championnat de Ligue 1 de football (exercice 2020-2021), initialement prévu pour le 20 novembre, a été reporté au 28 du même mois.

Le bureau fédéral de la Fédération algérienne (FAF) maintint cette date en dépit de la hausse du nombre de contaminations mais aussi des mises en garde de certains membres du comité scientifique de surveillance de la situation.

SURETÉ NATIONALE

Enregistrement de plus de 50 mille téléchargements de l'application " Allo Police"

Les services techniques spécialisés de la Direction générale de la Sureté nationale ont enregistré plus de téléchargements 50.000 de L'application de sécurité nationale "Allo police", depuis son lancement sur les smartphones à la suite de l'accélération des citoyens dans le processus de téléchargement de cette application, selon une déclaration des intérêts de la sécurité nationale dimanche.

Selon une déclaration des mêmes intérêts, cette application permet au citoyen d'interagir en temps réel et de participer au processus de sécurité, grâce aux avantages d'envoyer des photos et des vidéos sur des événements ou des événements, aux intérêts de la sécurité nationale en temps opportun, afin de prendre les mesures appropriées dans le temps standard.

BILAN OFFICIEL DE CORONAVIRUS

860 nouveaux cas en 24h

Le nombre de contaminations au Covid-19 a atteint, ce 15 novembre 2020, les 860 malades, selon le bilan officiel publié par le Comité scientifique chargé du suivi de l'épidémie en Algérie, contre 844 la veille.

De même source, on fait état de 15 nouveaux décès et 434 patients déclarés guéris. Par ailleurs, 25 patients sont hospitalisés en soins intensifs.

L'Algérie compte ainsi 67.679 cas confirmés depuis le début de l'épidémie, fin février 2020, dont 2.154 décès et 44.633 personnes guéries.

VACCIN ANTI-COVID

L'américain Pfizer choisit son nom

Le vaccin contre le coronavirus, de la société américaine Pfizer, qui a passé la troisième phase d'essais, portera le nom de "cuviotti", a annoncé samedi soir le quotidien britannique, Daily Telegraph.

La société américaine et son partenaire allemand, biontik, ont déposé une demande d'enregistrement de marque dans l'Union européenne et aux États-Unis, a rapporté le Daily Telegraph.

Pfizer et biontek ont également enregistré un site Web appelé "covuity.com", selon le journal britannique.

Plus d'une douzaine de vaccins sont en phase finale de test, mais cuviotti est le premier à atteindre les résultats souhaités.